

Calendrier 2016

Comment situer la Suisse?

Suisse

Comparaison sélective en 24 graphiques économiques et politiques

Lukas Rühli

Auteur Lukas Rühli, www.avenir-suisse.ch/733/lukas-ruhli/
Correction Gerhard Schwarz
Traduction Clément Bourdin; Tibère Adler
Editeur Avenir Suisse, www.avenir-suisse.ch
Concept graphique Lukas Rühli
Conception Severin Hürzeler, www.die-grafischen.ch
Impression Calendaria, www.calendaria.ch
Citation Lukas Rühli (2015): Comment situer la Suisse? (Zurich: Avenir Suisse)

© Decembre 2015 Avenir Suisse, Zurich

Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Comme Avenir Suisse est intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette œuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

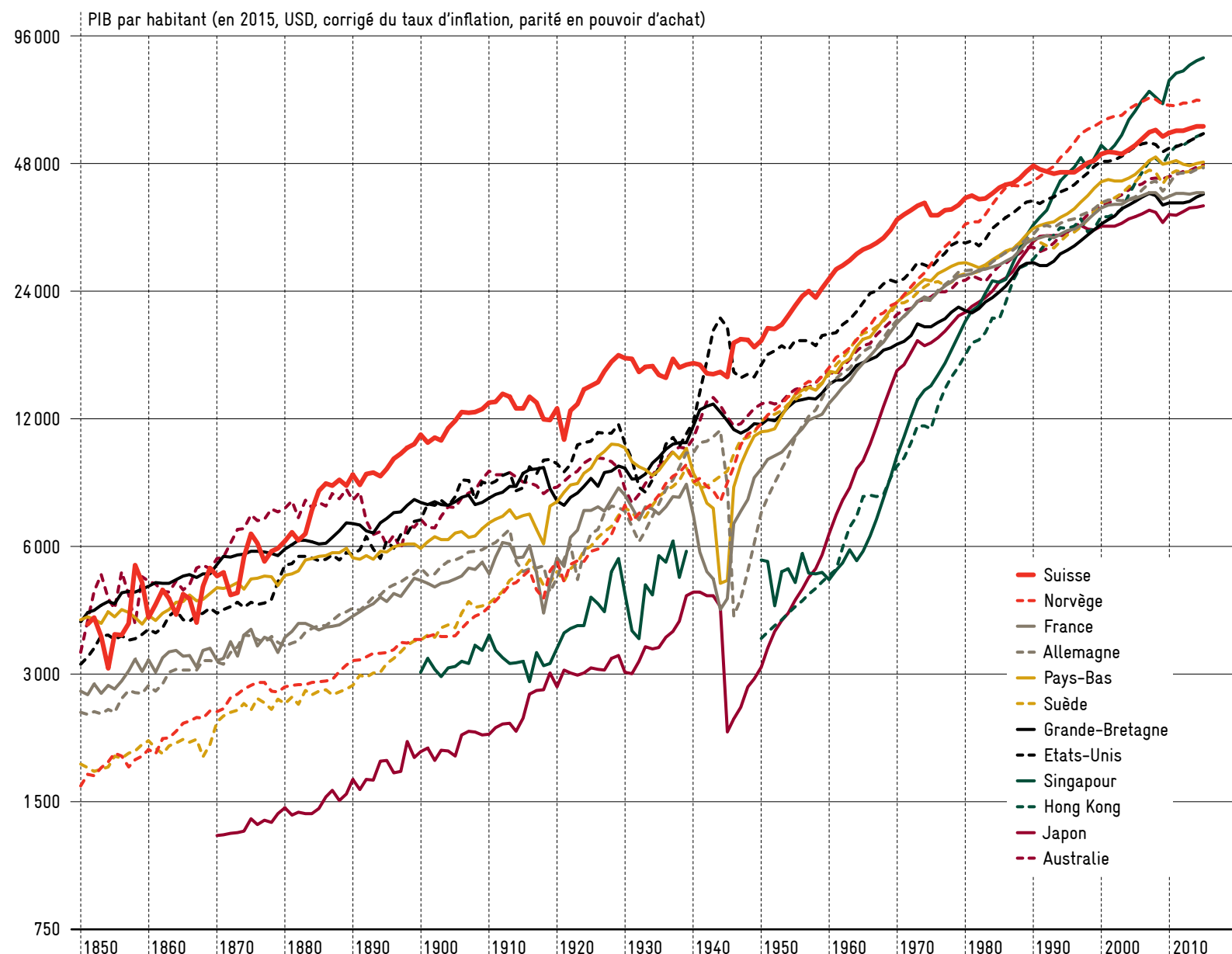
Commander assistent@avenir-suisse.ch, tél. 044 445 90 00
Télécharger www.avenir-suisse.ch/fr/52190/calendrier/

Riche grâce à l'esprit d'innovation, pas au secret bancaire

On l'entend souvent : la prospérité de la Suisse serait due au secret bancaire et au fait d'avoir largement échappé à la Seconde Guerre mondiale. A l'insu de leur pays d'origine, des gens du monde entier ont ainsi placé en Suisse leur argent, où il a travaillé pour nous.

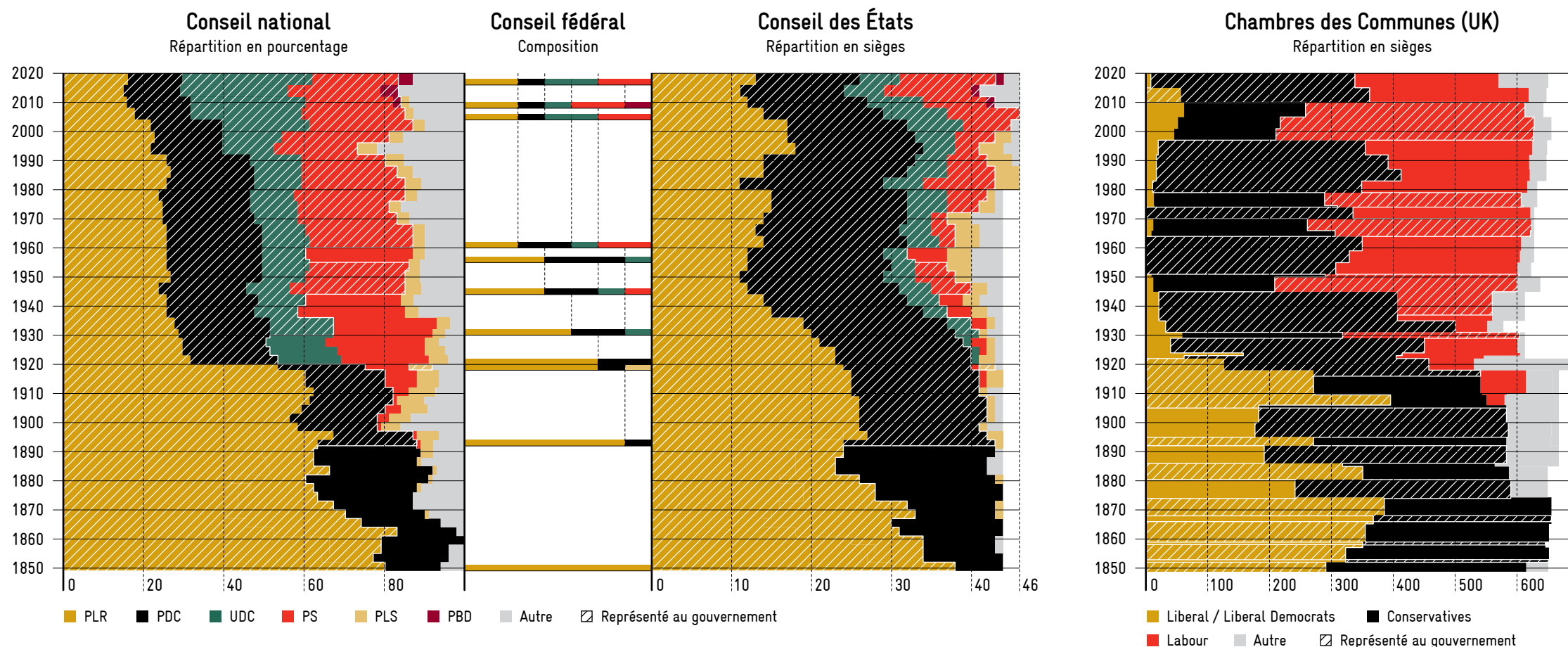
L'historique du développement du Produit intérieur brut (PIB) réfute ces « reproches ». A la fin du 19^{ème} siècle, la Suisse détenait déjà le plus haut niveau de prospérité de tous les pays (comparables) – quoique drastiquement plus faible qu'aujourd'hui et très inégalement répartie. Cette richesse était le résultat d'une série d'importants et judicieux aiguillages, au sens littéral : la construction rapide d'un réseau ferroviaire par des privés, après un retard considérable par rapport autres pays industriels. Ce développement fut l'impulsion originelle pour une Suisse moderne, qui brille notamment par la qualité de sa recherche scientifique.

Certes, la Suisse a certes été épargnée pendant la Deuxième Guerre mondiale. Mais des pays comme l'Allemagne, la France, les Pays-Bas ou le Japon, qui ont beaucoup souffert de la guerre, n'ont par la suite pas eu besoin de plus de 10 à 15 ans pour rattraper leur retard. Depuis 1970, l'« avance » de la Suisse en matière de prospérité a nettement diminué. Des pays comme Singapour ou la Norvège nous ont dépassé, tandis que d'autres se rapprochent. Notre prospérité n'est pas une évidence ; elle ne peut pas nous être fournie de l'extérieur, mais doit être continuellement reconquises et maintenue par notre engagement.



Janvier 2016

Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
1	2	3	4 semaine 1	5	6	7	8	9	10	11 semaine 2	12	13	14	15



Un gouvernement suisse stable évitant les vaines promesses

Le gouvernement suisse se distingue par un modèle de stabilité unique. Avec 167 ans de présence gouvernementale continue, le PLR détient un record mondial. Concordance est ici le maître mot: tous les partis importants sont impliqués dans le gouvernement, permettant à 80% des électeurs de se sentir représentés. Cette stabilité est aussi présente au Parlement: la responsabilité du gouvernement étant partagée,

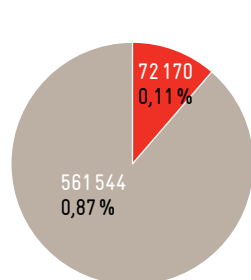
un parti ne peut pas être à lui seul rendu responsable d'un mécontentement politique. Par conséquent, les bouleversements électoraux sont rarissimes. En Suisse, le rôle de l'opposition est du ressort direct du peuple, par l'initiative populaire et le référendum.

Cette «absence de responsabilité» du gouvernement peut être critiquée. Mais la plus vieille démocratie parlemen-

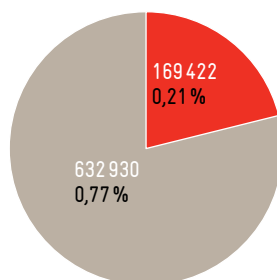
taire, celle de Grande-Bretagne, montre que le système opposé n'est meilleur: les promesses de campagne des partis abondent, mais les attentes sont déçues une fois le parti au pouvoir. L'électorat sanctionne alors le parti au gouvernement et se laisse convaincre par les promesses mirobolantes de l'opposition, qui prend alors le relais – et ainsi de suite.

Janvier 2016

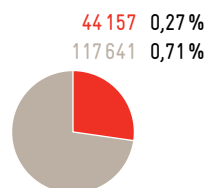
Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
16	17	18 semaine 3	19	20	21	22	23	24	25 semaine 4	26	27	28	29	30	31



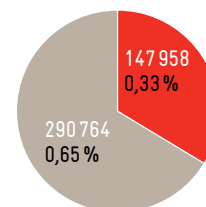
France



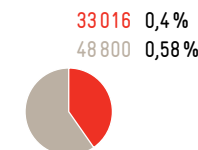
Allemagne



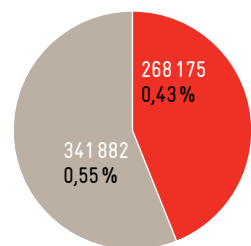
Pays-Bas



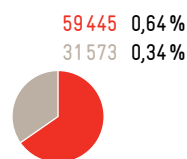
Espagne



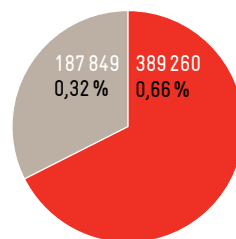
Autriche



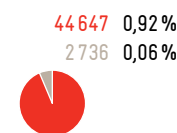
Grande-Bretagne



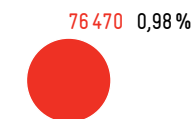
Suède



Italie



Norvège



Suisse

■ Immigration nette effective (valeur moyenne 2007-2012) en chiffres absolus et en % de la population totale

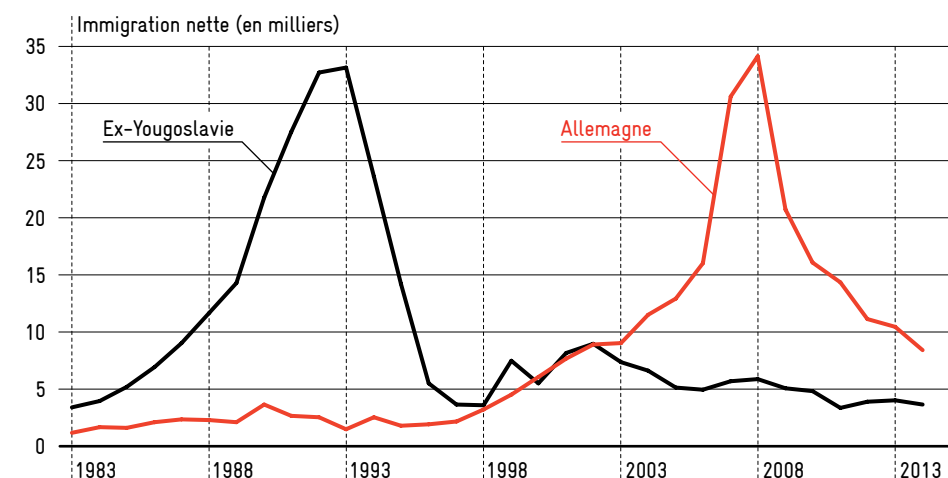
■ Immigration nette additionnelle «nécessaire» pour atteindre le même taux d'immigration que la Suisse

Ancienne et nouvelle immigration

La Suisse est depuis la fin de la seconde Guerre mondiale un pays d'immigration. Cependant, le type d'immigration a récemment changé. Surtout dominée jusque dans les années 1990 par des personnes avec un niveau de formation peu élevé, la Suisse connaît depuis le début de la libre circulation des personnes une «nouvelle» immigration, composée en majorité de personnes bien formées provenant de la zone Euro. Ce changement est bien illustré par le déroulement de l'immigration nette provenant de l'ex-Yougoslavie et d'Allemagne, deux tendances pratiquement identiques mais qui se sont déroulées avec 15 ans d'écart. Les immigrants des Balkans

sont partis à cause de la guerre, tandis que les Allemands ont recherché en Suisse des perspectives professionnelles.

L'ampleur de la plus récente phase d'immigration (2007-2014) devient plus claire lorsque les chiffres absolus sont mis en relation avec le nombre d'habitants du pays d'accueil: seule la Norvège atteint un taux similaire à la Suisse. L'Espagne a vécu jusqu'à 2007 une immigration massive, mais depuis 2010, son solde est négatif. L'Allemagne aurait dû accueillir 633 000 immigrants annuels supplémentaires pour égaler le taux de la Suisse.



Février 2016

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi
1 semaine 5	2	3	4	5	6	7	8 semaine 6	9	10	11	12	13	14	15 semaine 7

Initiatives:

total depuis 1946: 167

dont concernant les milieux économiques¹: 135Projets favorables au marché²
acceptésProjets favorables au marché²
refusésRésultats critiques
envers le marchéProjets critiques envers le marché³
acceptésProjets critiques envers le marché³
refusés total (depuis 1946) depuis 2000Projets ayant fait
l'objet d'un référendum:

total depuis 1946: 128

dont concernant les milieux économiques¹: 83Projets favorables au marché²
acceptésProjets favorables au marché²
refusésRésultats favor-
ables au marchéProjets critiques envers le marché³
acceptésProjets critiques envers le marché³
refusés¹ Projets pour lesquels au moins 3 acteurs économiques sur 4 (economiesuisse, Union suisse des arts et métiers, Union patronale suisse et PLR) ont donné un mot d'ordre.² Projets pour lesquels les mots d'ordre des acteurs proches des milieux économiques (voir ¹) étaient majoritairement «oui» (donc au moins 3 des 4 acteurs ou 2 sur 3).³ Projets pour lesquels les mots d'ordre des acteurs économiques (voir ¹) étaient majoritairement «non» (donc au moins 3 des 4 acteurs ou 2 sur 3).Rapport ambivalent des votants avec
l'économie de marché

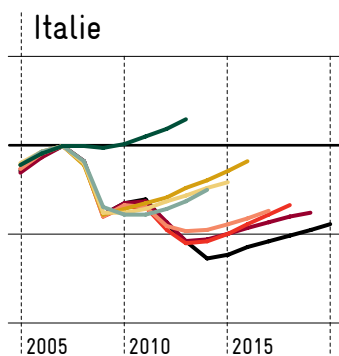
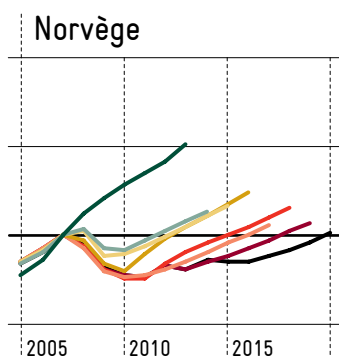
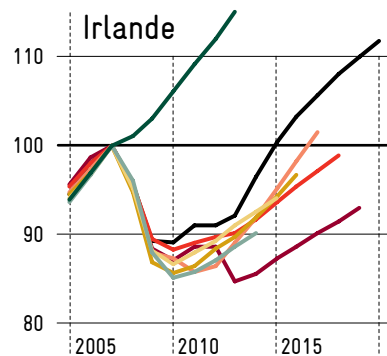
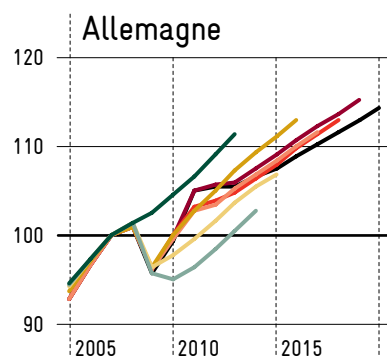
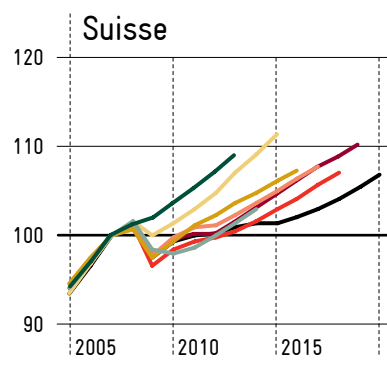
Les droits populaires sont presque toujours utilisés avec une intention critique envers l'économie de marché. Depuis 1946, seules trois initiatives populaires soumises à votation (sur 135 pertinentes au total) sont à considérer comme positives pour l'économie. Le référendum a été exercé 72 fois contre des projets de loi favorables à l'économie et seulement 11 fois dans le cas inverse.

Ce fait ne permet donc pas d'étayer la thèse selon laquelle ce serait le peuple qui maintient l'Etat à un niveau modeste ou prévient des réglementations inutiles ou dommageables. Malgré tout, il est possible que la démocratie directe remplisse cet objectif au moins aussi bien qu'une démocratie représentative, car le tableau est inversé dans les votations elles-mêmes: 123 votations sur 135 initiatives ont été positive envers l'économie (soit 91,1%); ce taux est de 66,3% pour les référendums (55 sur 83).

Certes, le signal ainsi donné par notre démocratie directe n'est en lui-même pas positif, malgré des résultats de votations pour la plupart favorables à l'économie. Mais les opinions étatistes, critiques envers le marché ne disparaîtraient pas si l'on abolissait la possibilité d'intervenir directement dans le débat, mais chercheraient d'autres canaux d'expression. La participation du corps électoral à la démocratie directe conduit donc parfois à des résultats qui ne réjouissent pas les esprits libéraux. Mais dans de nombreux autres cas, une position fondamentalement libérale est explicitement validée par le peuple, ce qui contribue à la préservation d'un large consensus social fondé sur l'esprit de liberté et favorable à la croissance.

Février 2016

Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi
16	17	18	19	20	21	22 semaine 8	23	24	25	26	27	28	29 semaine 9



Le monde ne se pronostique pas

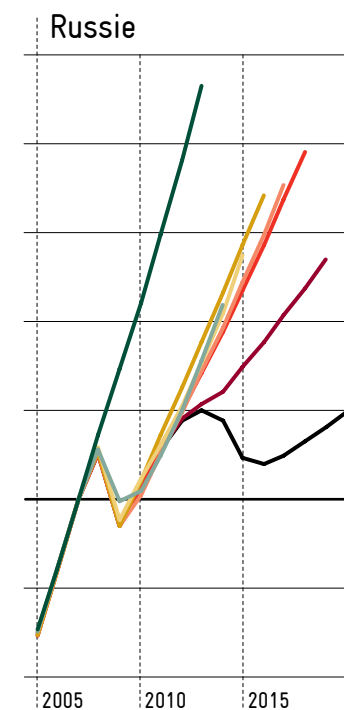
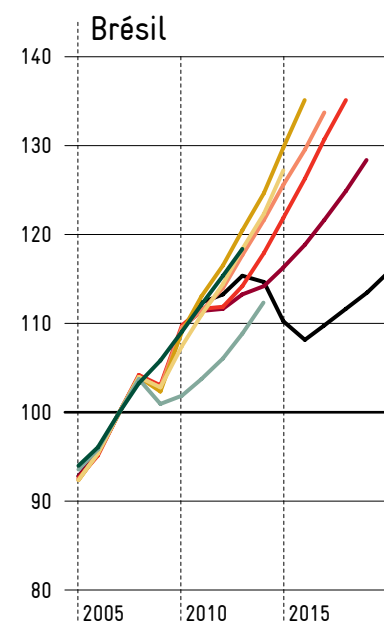
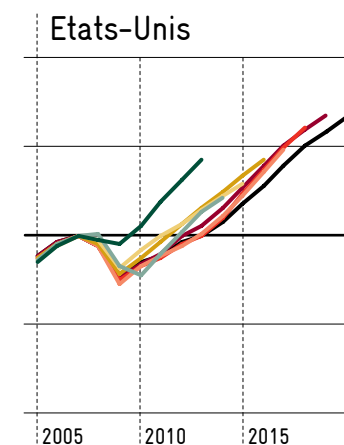
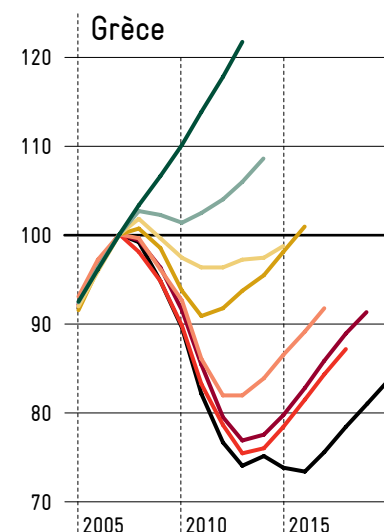
«Il est difficile de faire des pronostics, surtout quand ils concernent l'avenir» (Mark Twain, Winston Churchill ou Nils Bohr, à choix). Cette affirmation laconique s'applique particulièrement bien aux prévisions économiques. La preuve par l'exemple en compilant quelques pronostics du Fond Monétaire International sur l'évolution des performances économiques:

En 2008, le FMI avait prévu pour la Grèce une croissance économique élevée et stable. Depuis, les prévisions ont dû constamment être revues à la baisse. Il y a quelque temps, 2013 était annoncé comme le creux de la vague, mais la dernière prévision présage un nouvel effondrement pour 2016. Par rapport au niveau pronostiqué avant la crise pour 2020 (à taux de croissance constant), la prospérité est presque divisée par deux si l'on croit les nouvelles prédictions.

L'Allemagne s'était vu prédire une forte baisse conjoncturelle juste après le déclenchement de la crise financière. Mais les prévisions ont dû rapidement être corrigées à la hausse. Le PIB par habitant allemand a déjà dépassé en 2010 son niveau d'avant la crise, alors que les Grecs devront encore attendre des décennies pour y parvenir.

D'autres pays comme la Russie ou le Brésil n'ont pas été affectés par la crise financière (le Brésil avait fait l'objet d'un pronostic erroné en 2009). Ici, les grands effondrements (imprévus) se sont produits pour des raisons spécifiques au pays.

Après plusieurs années de crise, beaucoup de pronostics d'experts avisés ne valent toujours pas grand chose. C'est un rappel utile: il faut se méfier de la présomption de savoir, à laquelle nous succombons trop souvent.



Mars 2016

Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi
1	2	3	4	5	6	7 semaine 10	8	9	10	11	12	13	14 semaine 11	15

La Suisse a intégré une RDA, sans extension de territoire

La population suisse augmente rapidement. Depuis 1995, un district sur trois a enregistré une hausse du nombre d'habitant d'an moins 20%. La comparaison sur le long terme avec deux de nos voisins est éloquent: par rapport à 1950, le nombre d'habitant a augmenté de 75 % en Suisse et de seulement 22 % en Autriche. Quant à l'Allemagne, même avec l'intégration de la RDA, sa population n'a augmenté que de 66%. Avec la réunification de 1990, l'Allemagne avait gagné d'un coup 25 % de population supplémentaire avec une

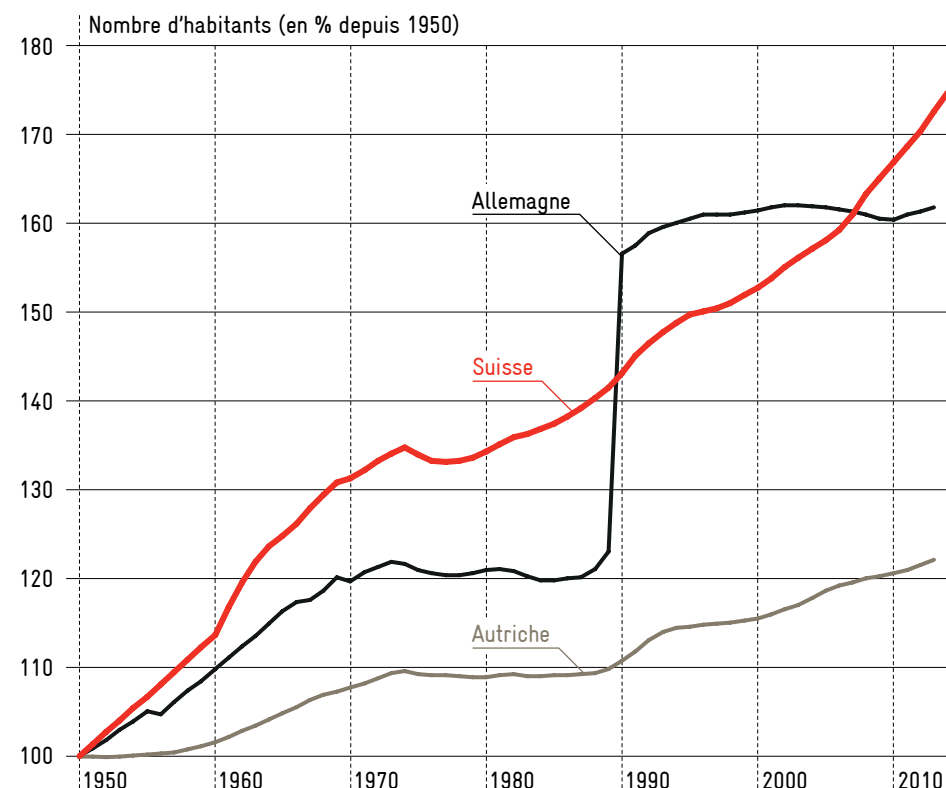
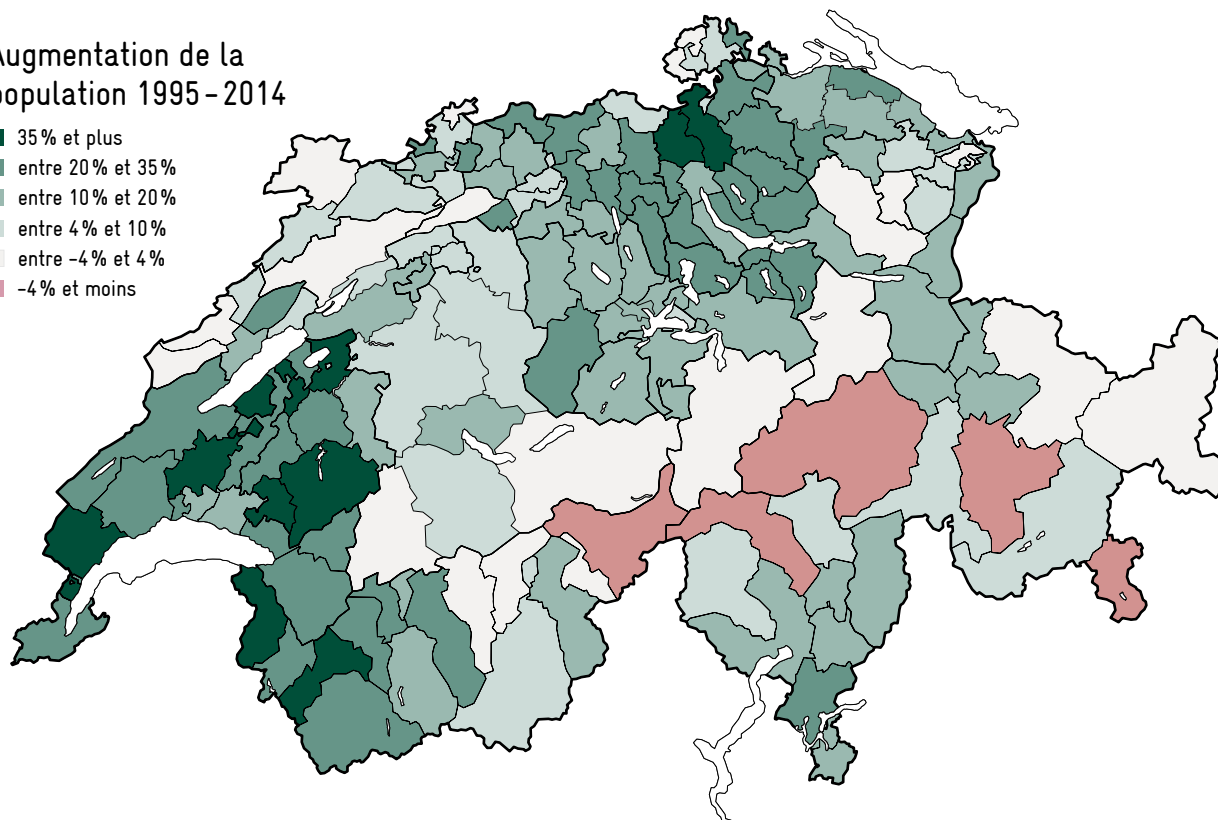
augmentation territoriale de 43 %. En Suisse, la croissance de la population – due principalement à une forte immigration et, dans une plus faible mesure, à un taux de fécondité presque stable – a en revanche dû être absorbée sans aucune extension géographique du territoire.

Un aménagement du territoire plus incisif, une réglementation pragmatique des constructions et l'élimination de mauvaises incitations sur le marché du logement (loyers non adaptés au marché, mobilité trop bon marché) pourraient

empêcher l'accentuation du mitage du territoire, malgré la poursuite de la croissance et de l'immigration. A New York ou Paris, 10,8 millions de personnes vivent sur une surface équivalente à la moitié du canton de Zurich. Même dans une Suisse à 10 millions d'habitants, il y aurait toujours assez de place pour des montagnes immaculées, des terres agricoles fertiles et de grandes forêts.

Augmentation de la population 1995-2014

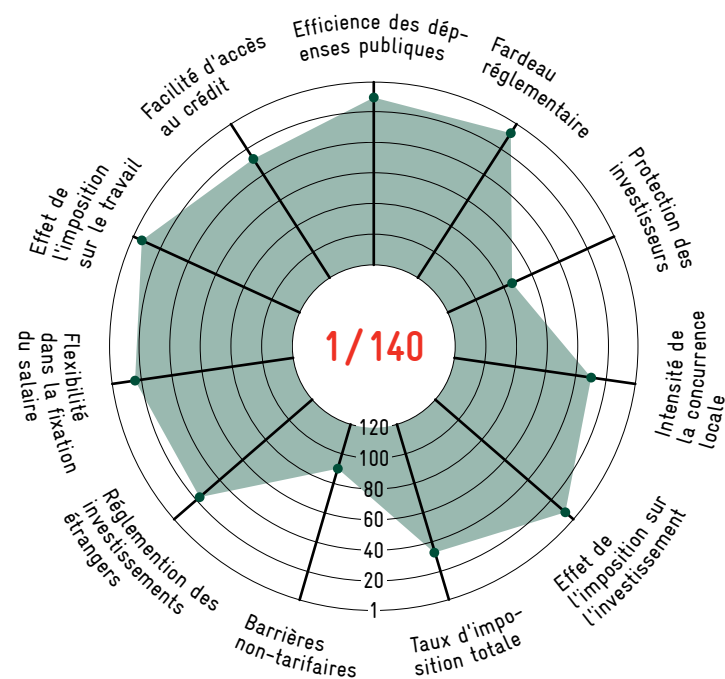
- 35 % et plus
- entre 20 % et 35 %
- entre 10 % et 20 %
- entre 4 % et 10 %
- entre -4 % et 4 %
- -4 % et moins



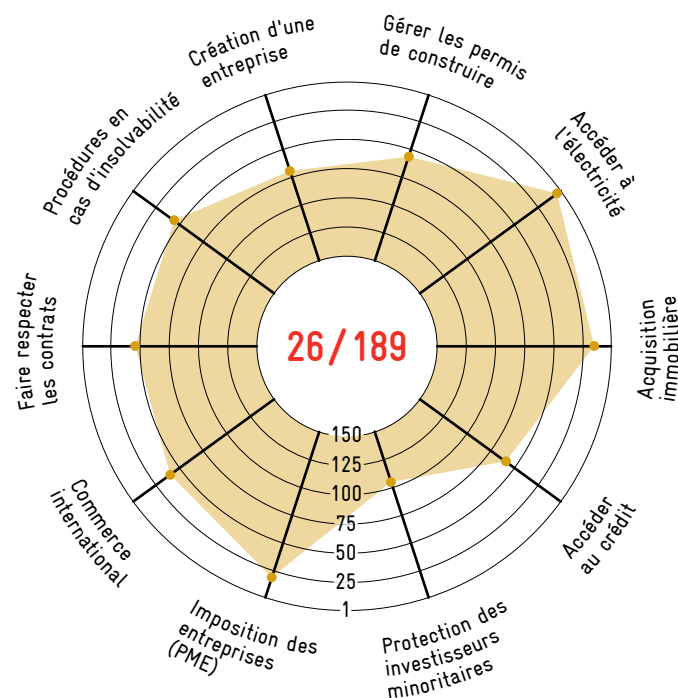
Mars 2016

Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
16	17	18	19	20	21 semaine 12	22	23	24	25	26	27	28 semaine 13	29	30	31

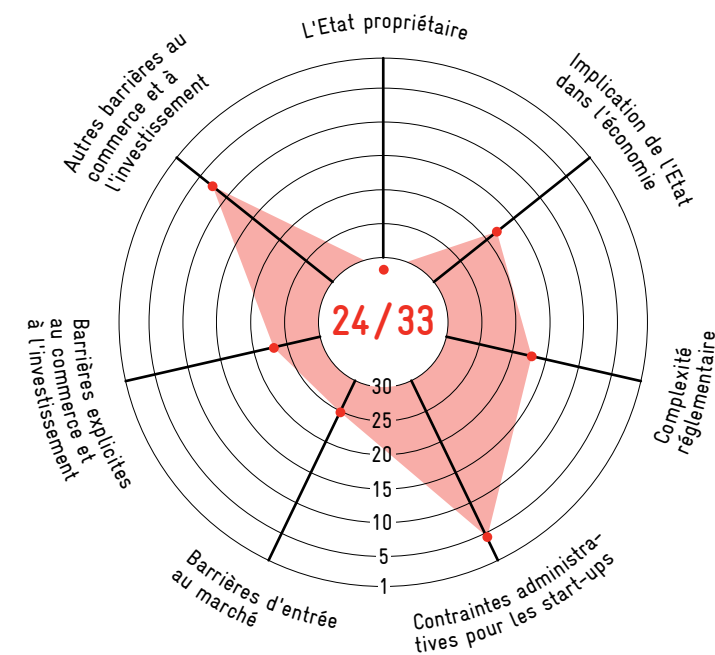
WEF: Global Competitiveness (choix d'indicateurs)



Banque mondiale: Doing Business (sous-indices)



OCDE: Product Market Regulation (sous-indices)



Excessive réglementation des marchés de produits

Que la Suisse soit un pays hautement compétitif est connu de tous. Cette impression est confirmée par l'indice «Global Competitiveness» du WEF, dans lequel la Suisse occupe la première place depuis 2010 (devant Singapour). Mais cela ne signifie pas pour autant que le pays est exempt de tout point faible. Le manque de protection pour les investisseurs et les nombreuses entraves au commerce sont particulièrement pesants. Dans d'autres domaines aussi, la Suisse est loin du top-10, en particulier pour le commerce des marchandises,

mais aussi pour la flexibilité dans la fixation du salaire, où elle ne se classe qu'en 16^{ème} place.

La Suisse s'en sort moins bien dans l'indice «Doing Business» de la Banque mondiale, qui mesure avant tout la lourdeur de la bureaucratie à laquelle les entrepreneurs doivent faire face. La Suisse se classe ici à la 26^{ème} place, derrière l'Autriche, les pays baltes ou la Géorgie. Toutefois, la méthodologie, qui mesure les coûts, le temps, le nombre et la qualité des étapes administratives, conduit à des résultats

plutôt étranges: le très compétitif Luxembourg se positionne par exemple à la 63^{ème} place, de peu devant le Rwanda et l'Azerbaïdjan mais loin derrière le Kazakhstan.

Avec son indice de régulation des marchés, l'OCDE classe la Suisse dans une position encore plus médiocre: elle n'atteint que la 24^{ème} place parmi les 33 pays de l'OCDE évalués.

Avril 2016

Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
1	2	3	4 semaine 14	5	6	7	8	9	10	11 semaine 15	12	13	14	15

La sécurité d'approvisionnement, un argument fallacieux dans le marché de l'énergie

Le marché de l'énergie suisse est fermement en mains publiques. Les centrales électriques appartiennent souvent à des entreprises dont les actionnaires minoritaires sont les cantons et les majoritaires des fournisseurs d'énergie régionaux, eux-mêmes en mains des cantons. Les cantons sont donc les plus importants propriétaires dans la production d'énergie. Cette constellation est souvent justifiée par l'argument-massue de la «sécurité d'approvisionnement». Economiquement la constellation actuelle est toutefois doublement discutable.

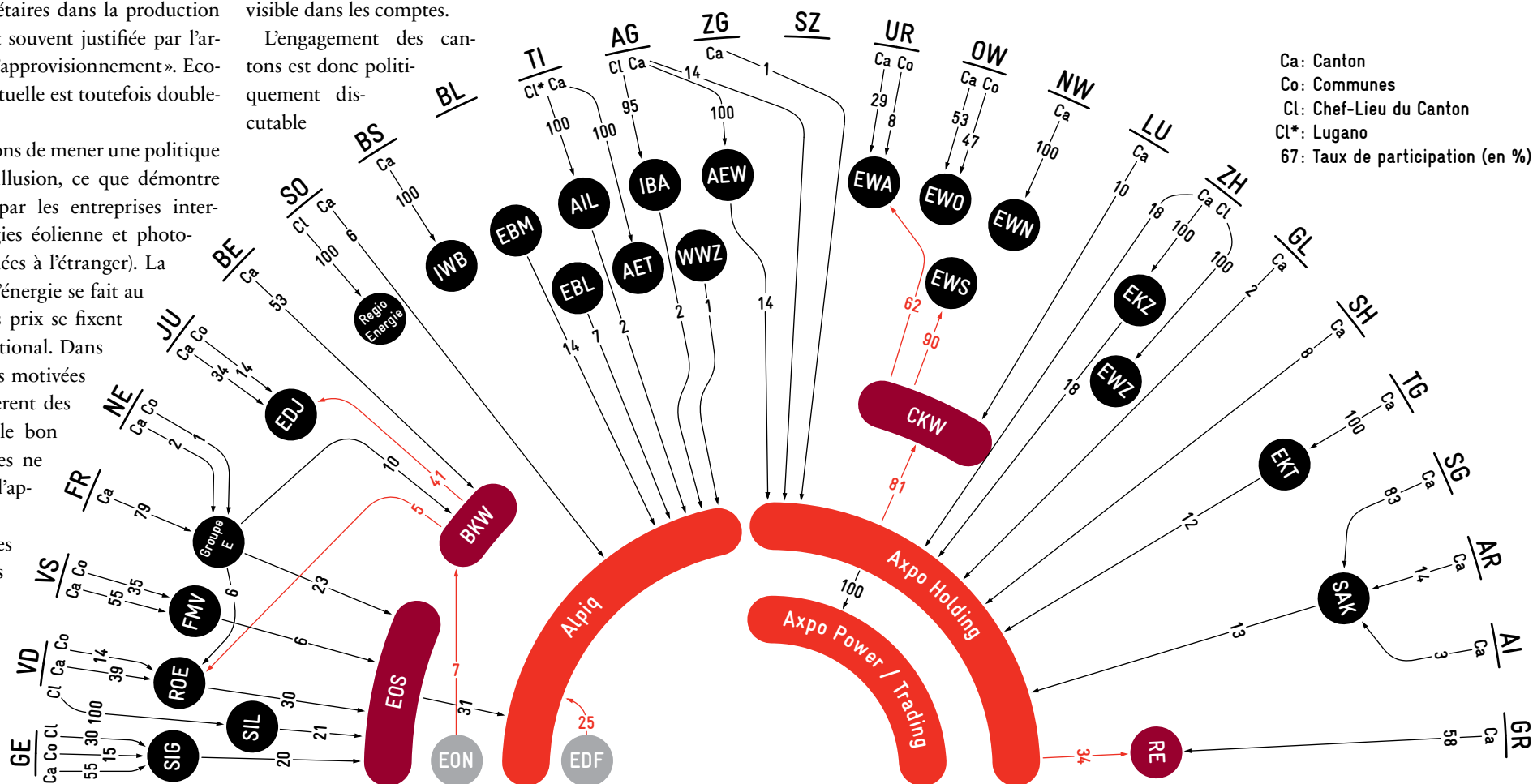
D'une part, le souhait des cantons de mener une politique autonome de l'énergie est une illusion, ce que démontre l'effondrement des cours subi par les entreprises interconnectées (en raison des énergies éolienne et photovoltaïque fortement subventionnées à l'étranger). La réglementation des marchés de l'énergie se fait au moins au niveau national, et les prix se fixent de toute façon au niveau international. Dans un tel contexte, les participations motivées pour des raisons politiques génèrent des pertes d'efficacité et entravent le bon fonctionnement du marché. Elles ne contribuent en rien à la sécurité d'approvisionnement.

D'autre part, l'effondrement des cours susmentionné montre les risques économiques absurdes qu'encourent les cantons en tant que propriétaires des entreprises d'énergie. La participation du canton de Berne à hauteur de 52,7% dans BKW valait environ CHF 4 milliards

en 2007; depuis 2012, elle est estimée entre CHF 800 millions et 1 milliard. Que cette perte de valeur n'ait pas suscité un tollé de la part des contribuables est probablement dû au fait que la participation est comptabilisée pour une valeur nominale de 70 millions de francs; la perte n'est donc pas visible dans les comptes.

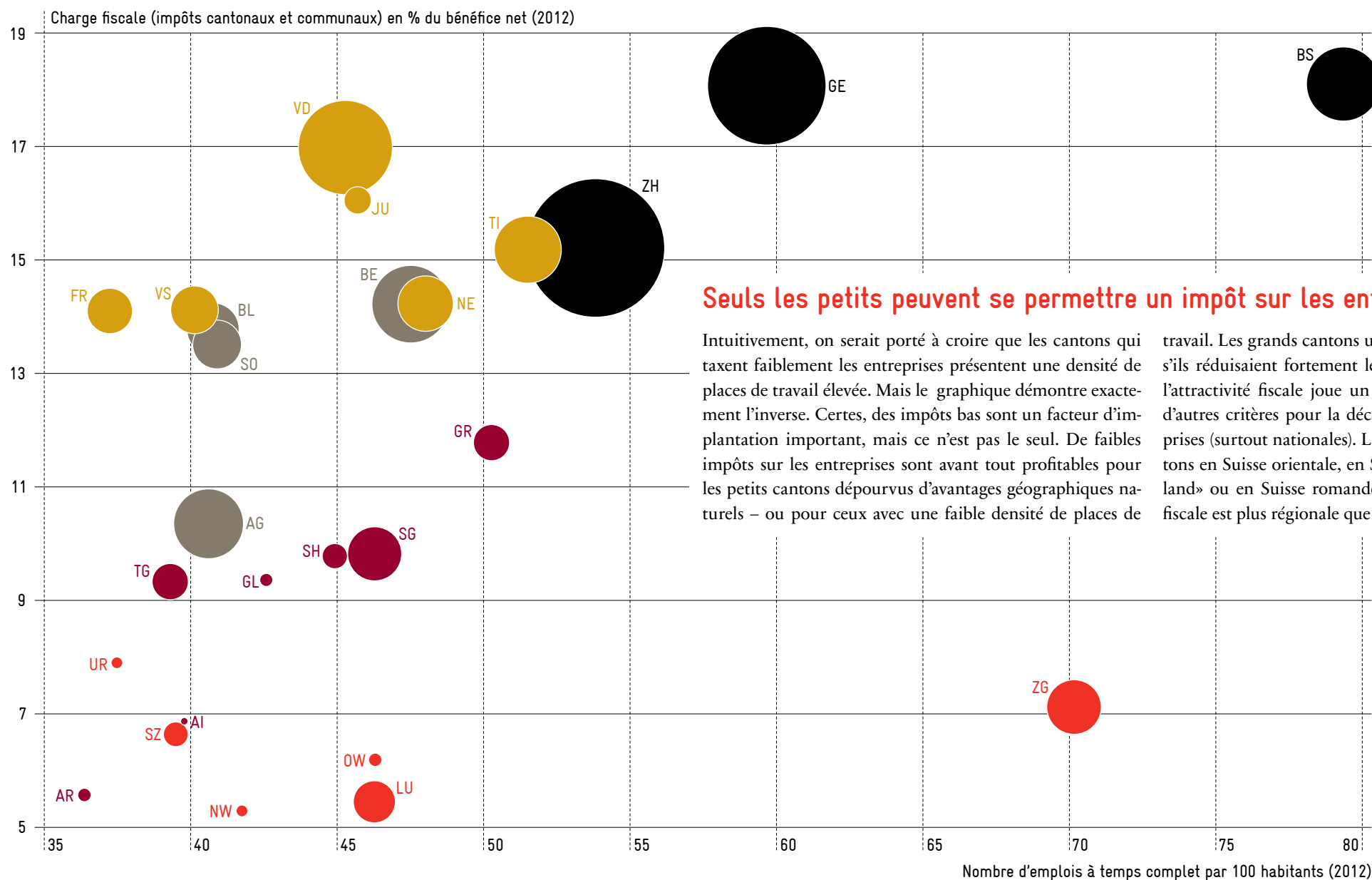
L'engagement des cantons est donc politiquement discutable

et financièrement déraisonnable. Des actionnaires privés et largement diversifiés seraient plus qualifiés pour faire faces aux risques.



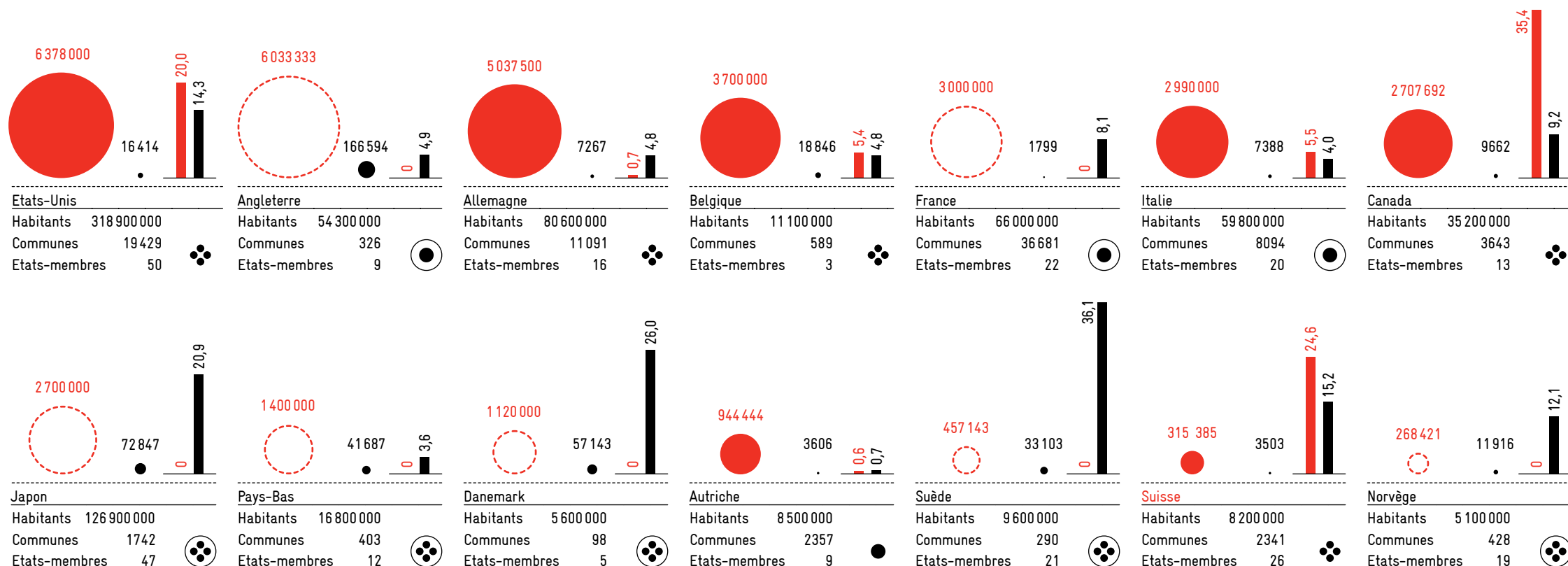
Avril 2016

Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
16	17	18 semaine 16	19	20	21	22	23	24	25 semaine 17	26	27	28	29	30



Mai 2016

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
1	2 semaine 18	3	4	5	6	7	8	9 semaine 19	10	11	12	13	14	15



Une grande autonomie (fiscale) pour les petites entités territoriales

Aucun autre pays que la Suisse ne pratique le fédéralisme de manière aussi conséquente, et surtout à si petite échelle. Les cantons ont un plein pouvoir de décision et d'affectation sur 24,6% des recettes fiscales totales (Confédération, cantons, communes, assurances sociales), et 15,2% sont directement sous la responsabilité des communes. Dans les autres pays pratiquant une autonomie fiscale au niveau régional digne de ce nom, un Etat-membre de taille moyenne compte

plusieurs millions d'habitants, et seulement 315 000 habitants en Suisse.

Ce fédéralisme capillaire et l'autonomie communale pourraient compliquer la planification générale, augmenter la charge de coordination générale, voire être associés à une perte d'efficacité, d'un point de vue statique. Cependant, dans une perspective dynamique, les avantages résultant de la concurrence entre de nombreuses petites collectivités

locales, chacune un «laboratoire» pour de nouvelles idées, l'emportent. Cette concurrence contraint les collectivités à remplir leurs tâches publiques avec efficacité et efficience – un tout autre système que celui de l'Autriche par exemple, dans lequel les Bundesländer sont habitués à solliciter de l'argent auprès de l'Etat central.

- Nombre d'habitants par Etat-membre
- Nombre d'habitants par commune
- Autonomie fiscale des Etats-membres
- Autonomie fiscale des communes
- ⊙ Etat unitaire centralisé
- ⊕ Etat unitaire décentralisé
- Etat fédéral centralisé
- ⊕ Etat fédéral décentralisé

Mai 2016

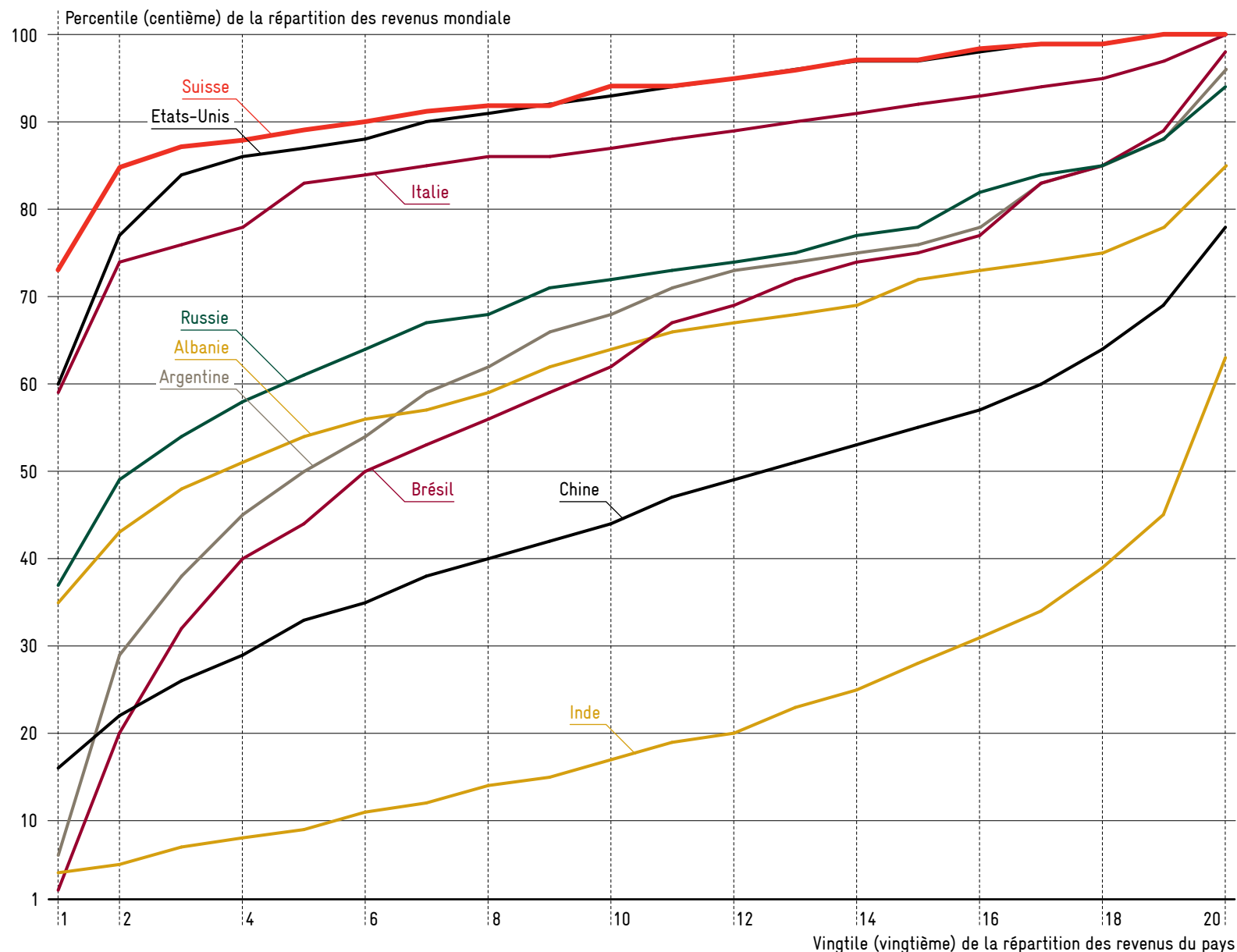
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi
16 semaine 20	17	18	19	20	21	22	23 semaine 21	24	25	26	27	28	29	30 semaine 22	31

Pauvres en Suisse, riches dans le monde

Branko Milanovic (ancien de la Banque Mondiale) est spécialiste de l'étude des inégalités. Il calcule la répartition du pouvoir d'achat réel des habitants dans plus de 100 pays. Le classement des ces répartitions de revenu nationales en fonction de la répartition de revenu globale est particulièrement édifiant. Les données de consommation et de revenus recensées sont antérieures à 2005 mais, dans les grandes lignes, le panorama général devrait être encore valable aujourd'hui.

Le graphique sépare de manière croissante la population d'un pays en 20 groupes aux revenus différents. En fonction de son pouvoir d'achat réel moyen, chacun de ces «vingtiles» est attribué à l'une des 100 classes («percentile») de la répartition de revenu mondiale. Avec cette représentation, les inégalités extrêmes de revenu du Brésil ressortent clairement: les plus pauvres Brésiliens sont plus démunis que les Chinois les plus pauvres, mais le vingtième le plus riche fait partie des trois pourcents les plus riches mondialement. La comparaison entre les Etats-Unis et l'Inde est instructive: en 2005, le vingtième américain ayant le plus faible revenu avait presque le même pouvoir d'achat que le vingtième indien le plus riche (entretemps, l'Inde a progressé).

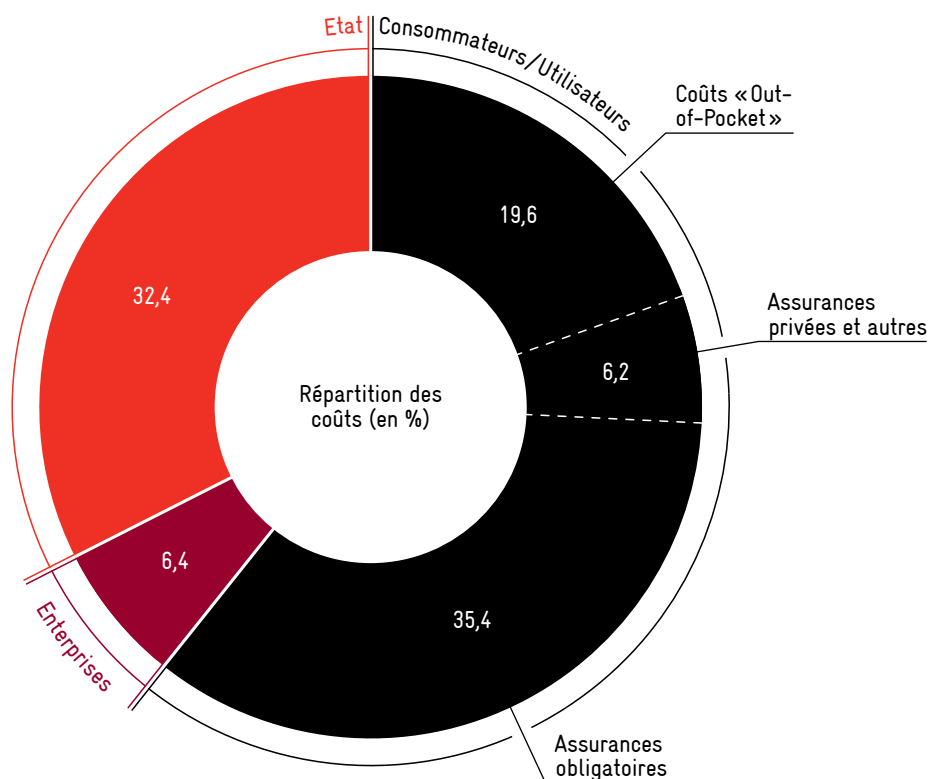
La courbe de répartition de revenu de la Suisse est pour sa plus riche moitié presque entièrement concordante avec la courbe américaine. Les deux vingtièmes les plus riches appartiennent tous deux au pourcent mondial le plus riche. Mais les revenus sont répartis plus équitablement en Suisse: le vingtième le plus pauvre est toujours plus riche que presque les trois quarts de la population mondiale! Ainsi, vu du reste du monde, les Suisses les plus pauvres appartiennent aux plus riches. Naître en Suisse est coup de chance.



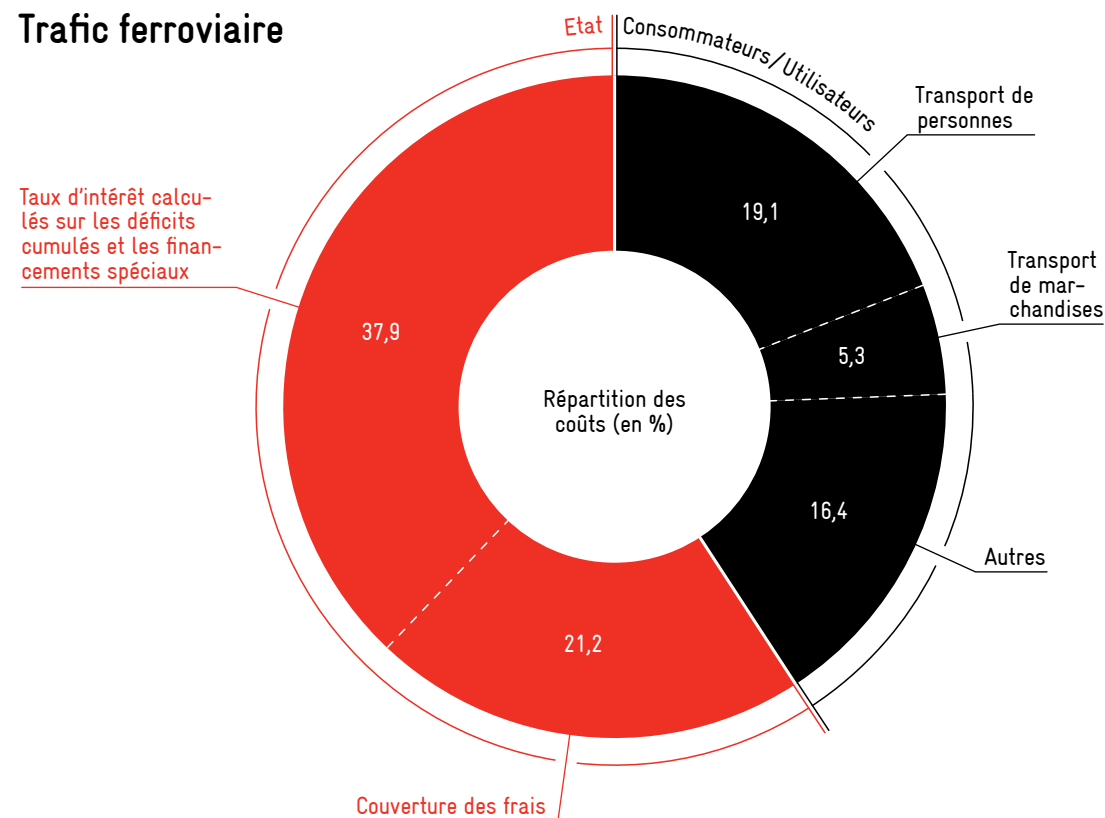
Juin 2016

Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi
1	2	3	4	5	6 semaine 23	7	8	9	10	11	12	13 semaine 24	14	15

Santé



Trafic ferroviaire



Le trafic ferroviaire est plus subventionné que la santé

L'amour des Suisses pour les transports en publics prend des dimensions curieuses. Ils sont plus subventionnés par l'Etat – ou mieux: ses contribuables – que le domaine de la santé, ce que montre une comparaison de la structure de la couverture des frais entre les deux branches. Dans la santé, le taux de subventions étatiques s'élève à 32,4%. Au sein des coûts supportés par les ménages, environ 30% sont réglés directement et ad hoc par les patients (coûts «Out-of-Pocket»), le reste étant réglé par les assurances. Enfin, 6,4% des coûts

totaux sont supportés par les entreprises (assurance accident, AVS/AI).

Le taux de subvention du trafic ferroviaire se situe à 34,2%. C'est une valeur vraiment minimale, car elle ne prend pas en compte le coût de la dette qu'une entreprise privée devrait payer dans la même situation de déficits opérationnels récurrents. Pour cette raison, la Confédération estime elle-même (dans son propre calcul économique) le taux de subventionnement à 59%.

De plus, près de 40% des recettes non-étatiques des entreprises ferroviaires ne proviennent même pas de l'activité de transport, mais de la location immobilière, de rendements de participations ou de rémunérations pour des prestations privées. Dans le domaine du trafic ferroviaire, le prix des billets et des abonnements ne couvre donc qu'une très petite partie des dépenses totales.

Juin 2016

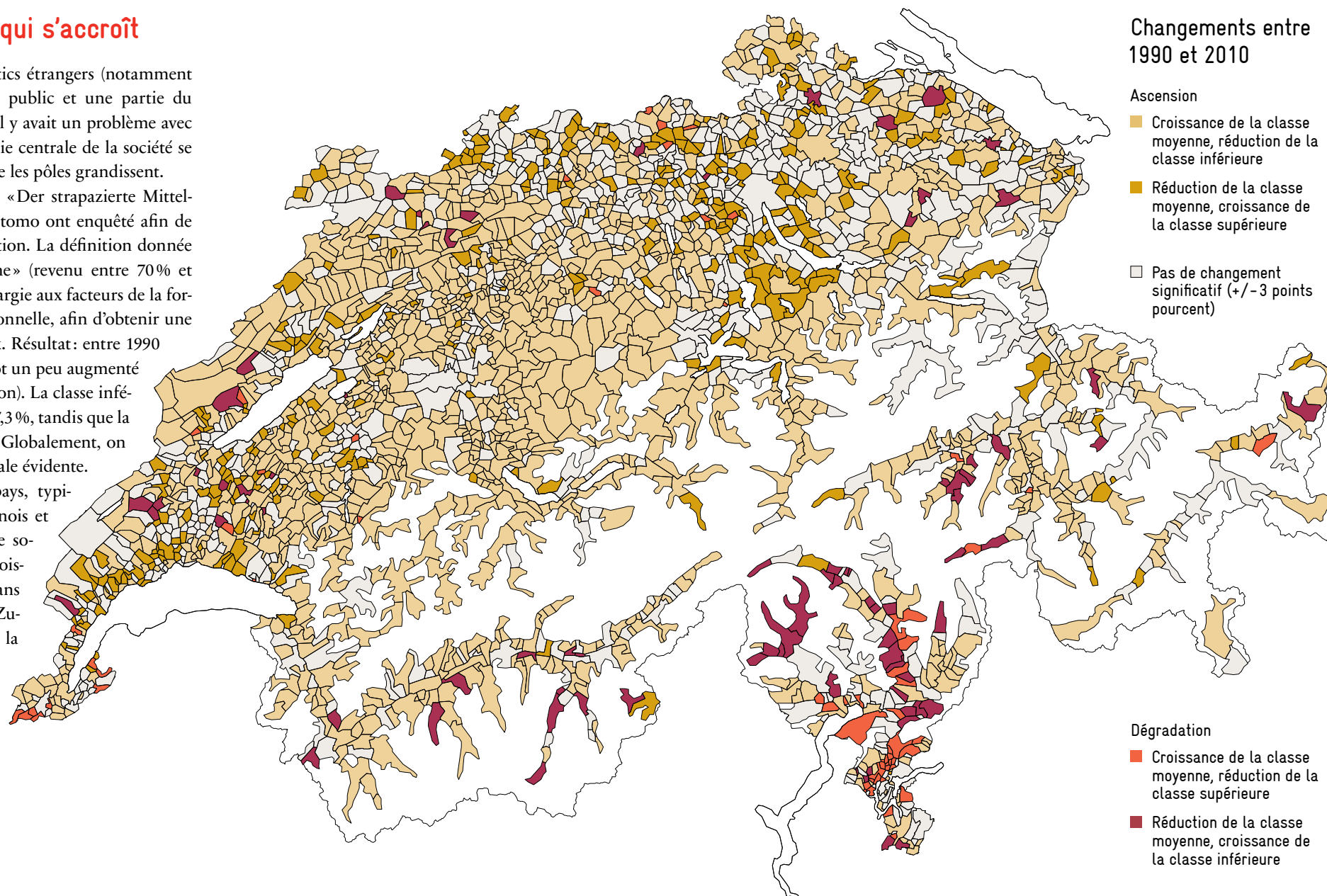
Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30
				semaine 25							semaine 26			

Une classe moyenne qui s'accroît

S'inspirant largement de diagnostics étrangers (notamment anglo-saxons), les médias grand public et une partie du monde politique ont décrété qu'il y avait un problème avec la classe moyenne suisse. La partie centrale de la société se réduit progressivement tandis que les pôles grandissent.

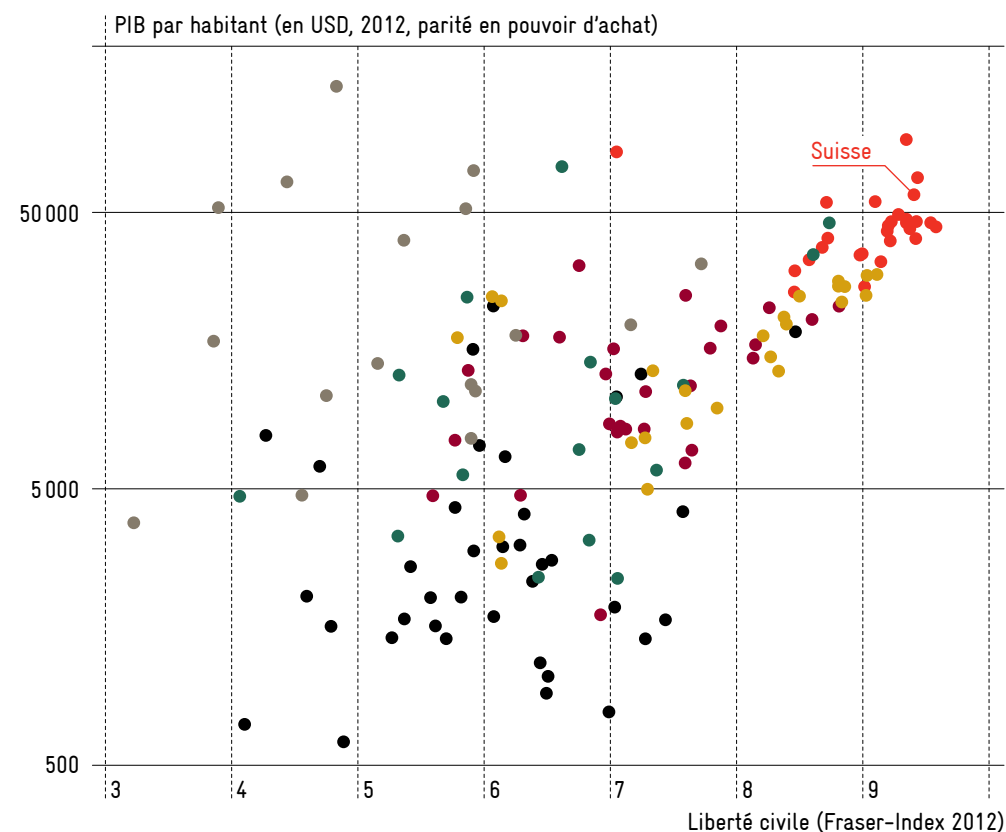
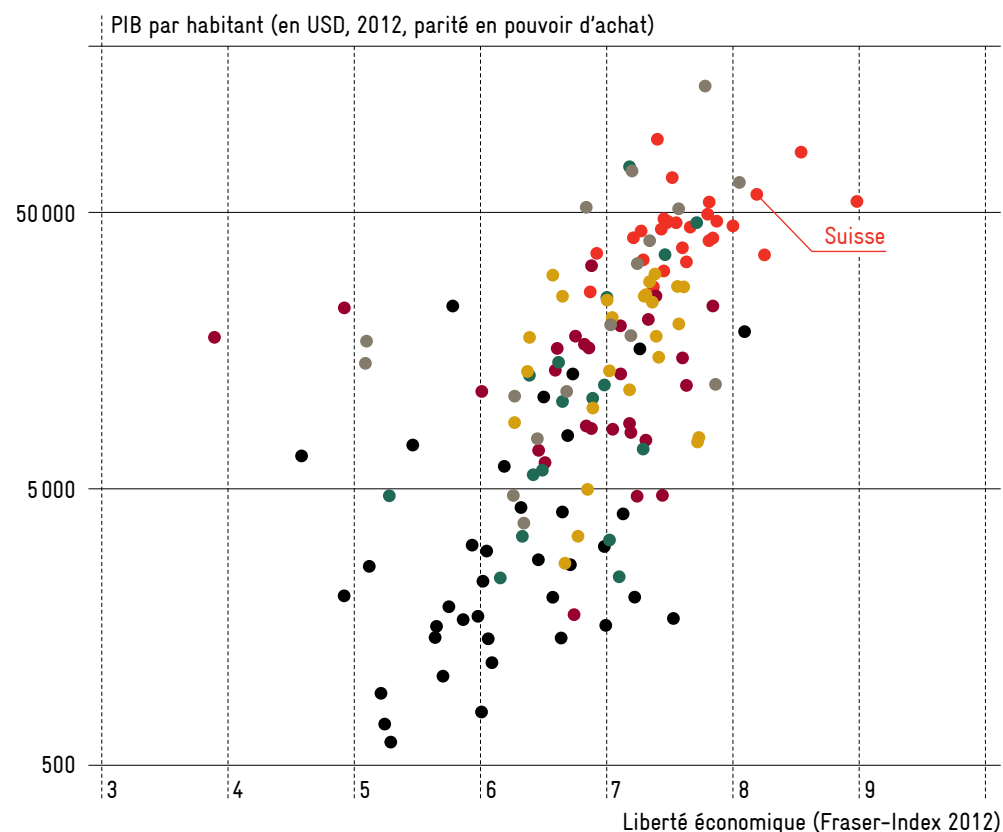
Pour l'ouvrage d'Avenir Suisse «Der strapazierte Mittelstand», Fahrlander Partner & sotomo ont enquêté afin de vérifier la réalité de cette perception. La définition donnée par l'OFS de la «classe moyenne» (revenu entre 70 % et 150 % du revenu médian) a été élargie aux facteurs de la formation et de la position professionnelle, afin d'obtenir une image globale des statuts sociaux. Résultat: entre 1990 et 2010, la classe moyenne a plutôt un peu augmenté (de 65,1 % à 67,6 % de la population). La classe inférieure de la société a diminué de 7,3 %, tandis que la supérieure a augmenté de 4,8 %. Globalement, on constate donc une ascension sociale évidente.

Dans la majeure partie du pays, typiquement dans le Mittelland bernois et le Jura, la réduction de la classe sociale inférieure s'est faite par croissance de la classe moyenne. Dans de nombreuses communes de Zurich, Bâle et Vaud, une partie de la classe moyenne s'est élevée vers la classe supérieure. Les rares communes constatant une dégradation de classe se trouvent en majorité au Tessin, et en partie aux Grisons et en Valais.



Juillet 2016

Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
1	2	3	4 semaine 27	5	6	7	8	9	10	11 semaine 28	12	13	14	15



Liberté et prospérité se soutiennent mutuellement

L'Institut Fraser (Vancouver) mesure chaque année le degré de liberté des Etats, avec d'autres instituts. Il fait la différence entre libertés économiques (appareil de l'État, régime de propriété, politique monétaire, liberté de commerce, réglementation) et libertés civiles (Etat de droit, sécurité, respect des droits fondamentaux). Tracer une corrélation positive entre la liberté et la prospérité d'un pays fait sens, mais la causalité va bien dans les deux sens. Dans les pays libres, les possibilités de

développement sont nettement plus grandes que dans les pays qui ne le sont pas; inversement, la prospérité engendre des revendications et des garanties plus fortes pour les libertés individuelles.

Graphiquement, la corrélation positive avec le PIB par habitant se constate tant pour les libertés économiques que civiles, mais avec des différences. Pour la liberté économique, cette corrélation est visible sans interruption. Pour les

libertés civiles, la dispersion est grande jusqu'à la valeur de 7,5 (sur 10). Au-delà ce seuil, la corrélation avec le PIB par habitant est rigoureuse: plus un Etat est civilement libre, plus ses citoyens sont prospères, à l'exception des Etats pétroliers du Proche-Orient (riches malgré une liberté civile étreinte).

Juillet 2016

Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
16	17	18 semaine 29	19	20	21	22	23	24	25 semaine 30	26	27	28	29	30	31

Principes du
libéralisme

Economie de marché

 Argent, conjoncture
et croissance

 Système politique
et fédéralisme

 Réglementation
et concurrence

 Travail, propriété
et répartition

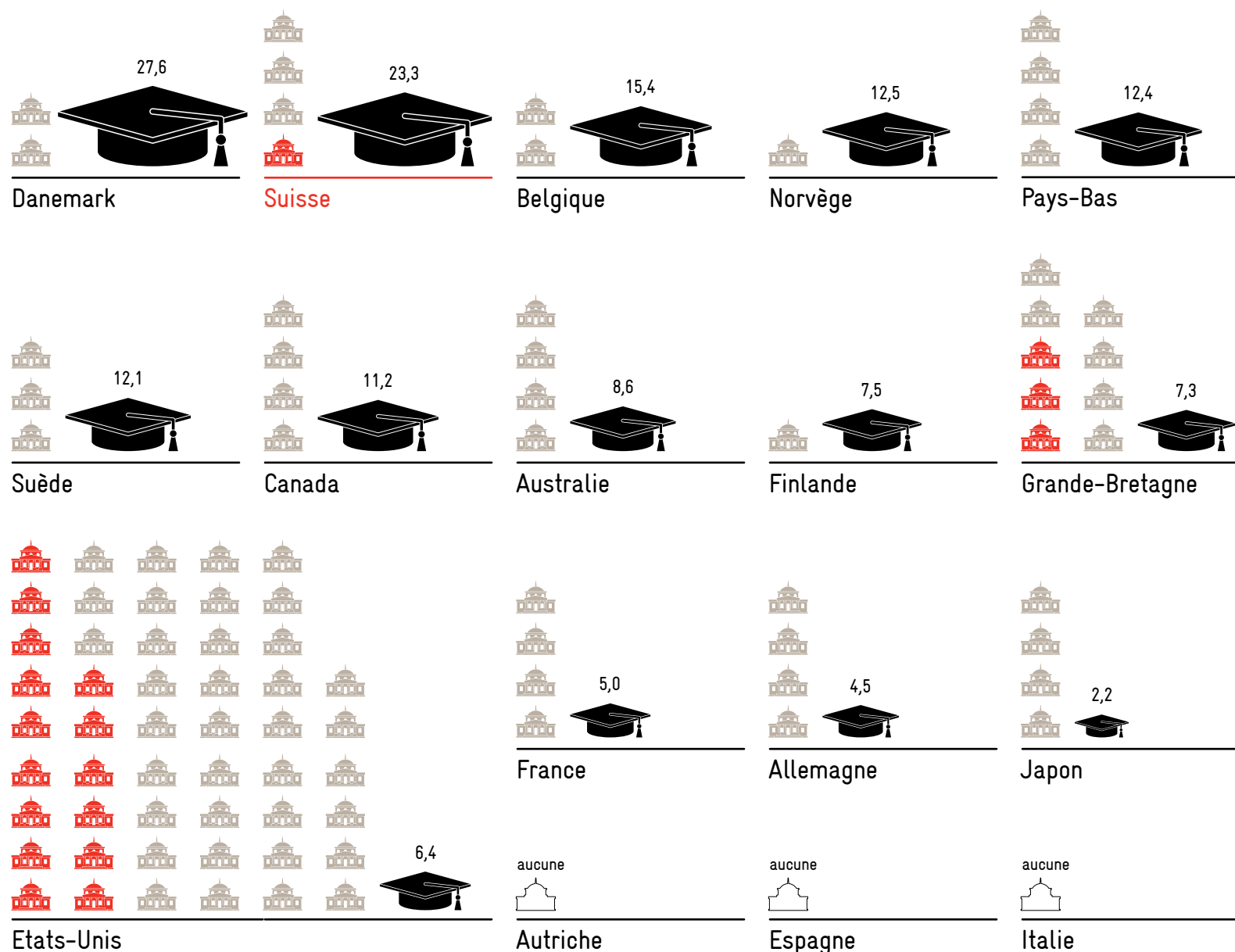
Finances et impôts

 Protection sociale
et santé

 Formation et
recherche

 Energie et
environnement

 Aménagement du
territoire et transports

 La Suisse dans
le monde


Haut niveau de formation tertiaire en Suisse

Depuis la Suisse, on envie parfois les fameuses universités américaines ou anglaises, telles que Harvard, Yale, le MIT ou Cambridge. Sur les 20 meilleures universités du monde selon le classement de Shanghai, 16 se trouvent aux Etats-Unis et trois en Angleterre. Mais si l'on élargit cette liste au top 100, un constat s'impose: l'offre de formation tertiaire en Suisse est très bonne. Presque un quart de tous les étudiants (y compris ceux des Hautes écoles spécialisées!) est formé dans une des quatre universités suisses faisant partie du top 100 – et cela quasiment gratuitement (en fait, aux frais du contribuable).

L'EPFZ se profile comme la meilleure université sur le continent européen, tant dans le classement de Shanghai (20^e) que dans celui du QS (9^e). Malgré 51 universités dans le top 100 (la plupart très coûteuses), le niveau des Etats-Unis est modeste en comparaison internationale: seuls 6,4% des étudiants américains étudient dans ces universités. La proportion est la même pour les neuf universités britanniques du top 100. C'est la misère en Italie et en Espagne, qui n'ont aucune université dans le top 100 malgré une population de respectivement 60 et 47 millions d'habitants. L'Autriche aussi n'y parvient pas non plus, malgré Vienne, sa culture et ses 1,75 millions d'habitants.

 Nombre d'universités dans le top 100 (classement de Shanghai)
 Nombre d'universités dans le top 20
 Nombre d'étudiants dans une université du top 100 / nombre d'étudiants total (en %)

Août 2016

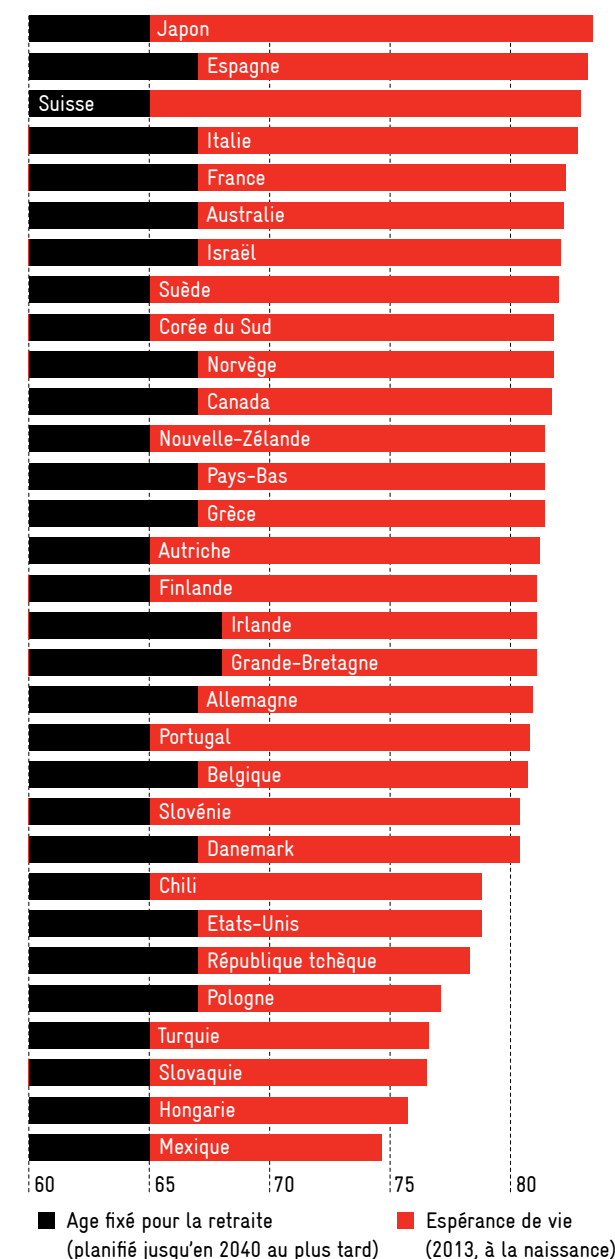
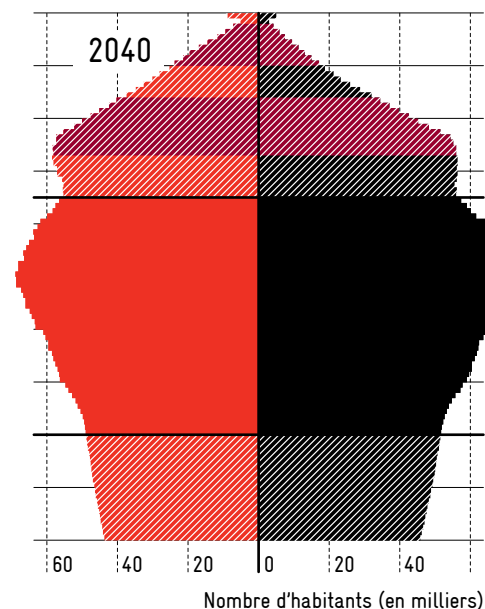
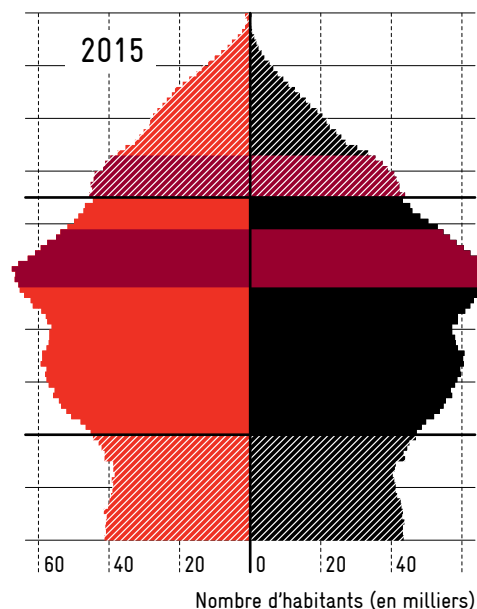
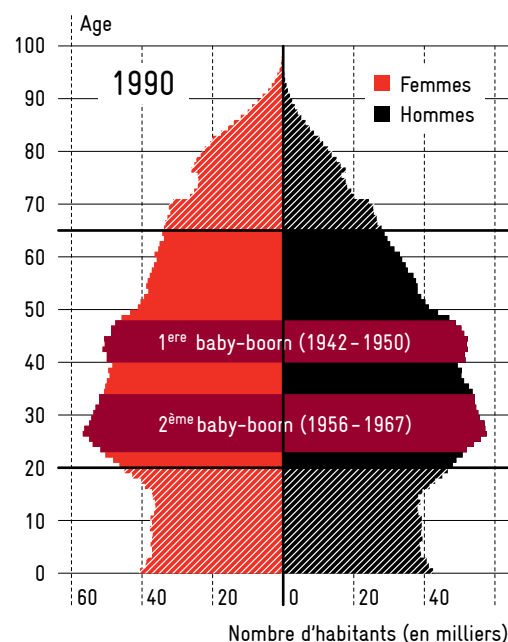
Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi
1 semaine 31	2	3	4	5	6	7	8 semaine 32	9	10	11	12	13	14	15 semaine 33

Un âge de retraite bas malgré une espérance de vie élevée

La pyramide des âges suisse prend de plus en plus la forme d'une urne. En 1990, les deux générations de baby-boomers étaient dans leurs meilleures années de travail. Entretemps, la plus âgée est partie à la retraite, entraînant pour la première fois à un déficit de l'AVS, tandis que la plus jeune est dans la cinquantaine. Le sommet de la vague des passages à la retraite devra être supporté à partir de 2025. Mais un œil sur un futur encore plus lointain montre que le plus dur est à venir: selon le scénario actuel de l'Office fédéral de la statistique, une nouvelle «bosse» de cinquantenaires tendant vers la retraite va se former vers 2040, suite à l'immigration décroissante progressive. C'est grâce aux immigrants actuels et futurs que la prévoyance vieillesse conserve aujourd'hui

de moins mauvaises perspectives que celles qui étaient pronostiquées au changement de millénaire.

Savoir combien d'actifs sont nécessaires pour «entretenir» un retraité ne dépend évidemment pas uniquement de la taille des cohortes d'âge, mais aussi du taux de mortalité. La Suisse possède la troisième plus haute espérance de vie parmi les pays de l'OCDE; pourtant, la décision d'augmenter l'âge de la retraite au-dessus de 65 ans n'est toujours pas à l'ordre du jour. Seul le Japon pratique aussi un tel grand écart, alors que beaucoup d'autres Etats ont fixé l'âge de la retraite à 67 voire 68 ans, bien que l'espérance de vie de leurs habitants soit bien plus faible que celle de la Suisse.



Août 2016

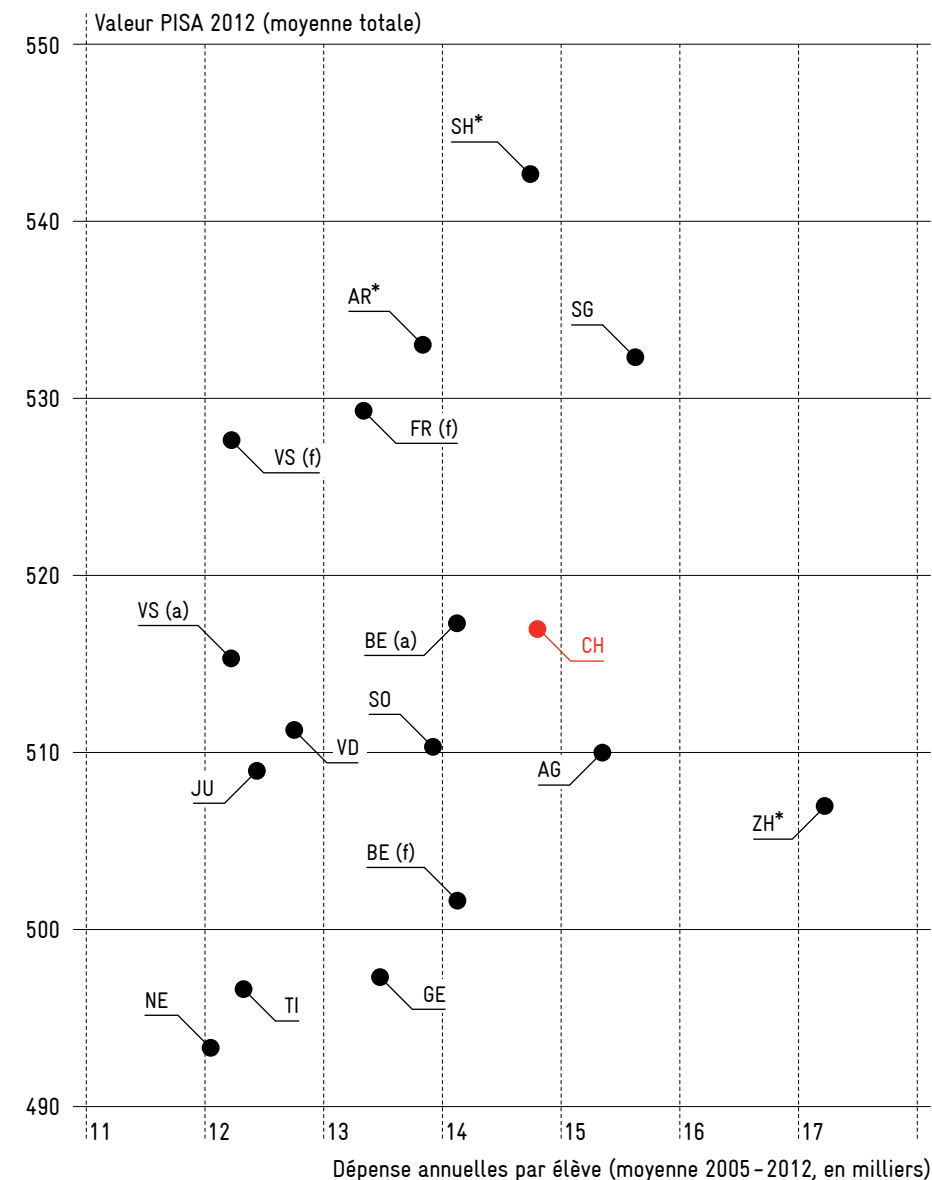
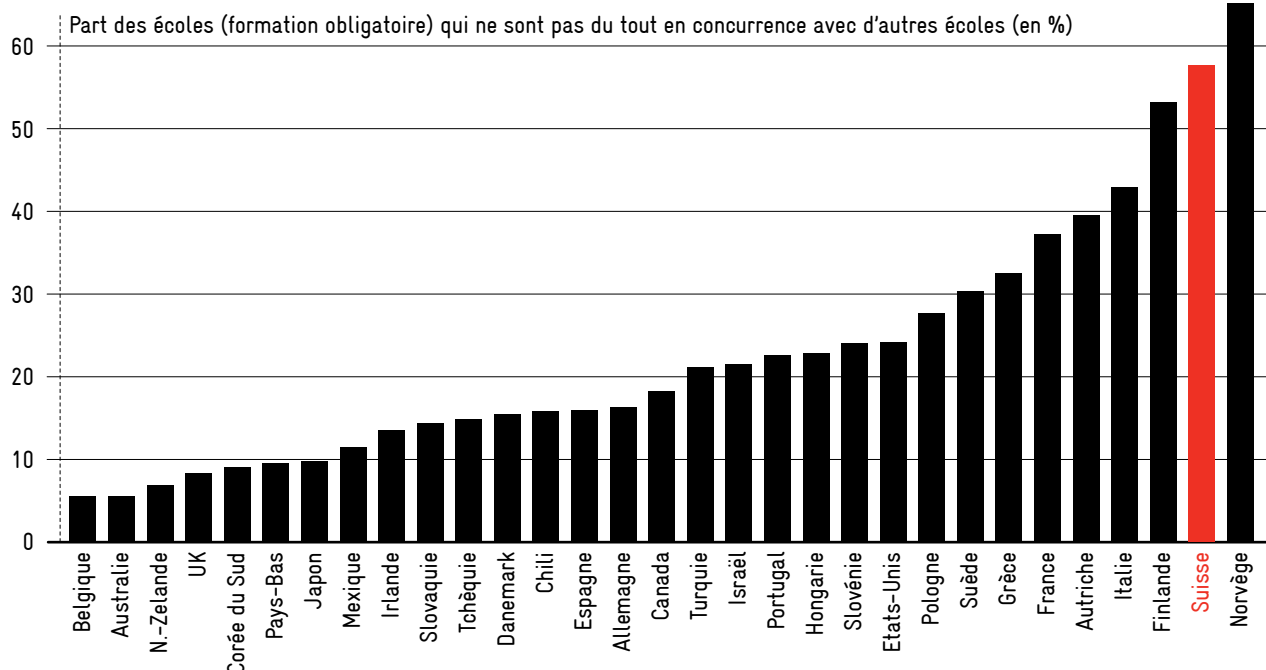
Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi
16	17	18	19	20	21	22 semaine 34	23	24	25	26	27	28	29 semaine 35	30	31

Peu de concurrence pour l'école obligatoire

L'enseignement en Suisse est certes bon, mais pourrait être plus efficient. Le graphique de droite présente les résultats PISA dans certains cantons en relation avec les dépenses par élève (à l'école obligatoire). On voit qu'on ne voit rien. Aucun lien évident entre les deux dimensions n'est visible, ni statistiquement justifiable par exemple en prenant en compte la part des étrangers. La productivité de l'argent dépensé pour la formation varie donc fortement d'un canton à un autre.

Une augmentation de la concurrence par la libéralisation du choix de l'école est la bonne clé pour libérer tout ce potentiel latent. Mais en matière de liberté de choix au niveau

de la formation obligatoire, la Suisse se classe bien bas en comparaison internationale. Dans pratiquement aucun autre pays de l'OCDE, les alternatives à l'école du village ou du quartier ne sont aussi rares qu'en Suisse. 58 % des écoliers sont formés dans des écoles qui ne sont jamais confrontées à la moindre concurrence. Plus de concurrence et d'autonomie d'organisation offrirait à la profession d'enseignant plus de possibilités, ce qui lui permettrait aussi de redresser sa considération sociale en relatif déclin.



* valeur PISA 2009

Septembre 2016

Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
1	2	3	4	5 semaine 36	6	7	8	9	10	11	12 semaine 37	13	14	15

Principes du libéralisme

Economie de marché

Argent, conjoncture et croissance

Système politique et fédéralisme

Réglementation et concurrence

Travail, propriété et répartition

Finances et impôts

Protection sociale et santé

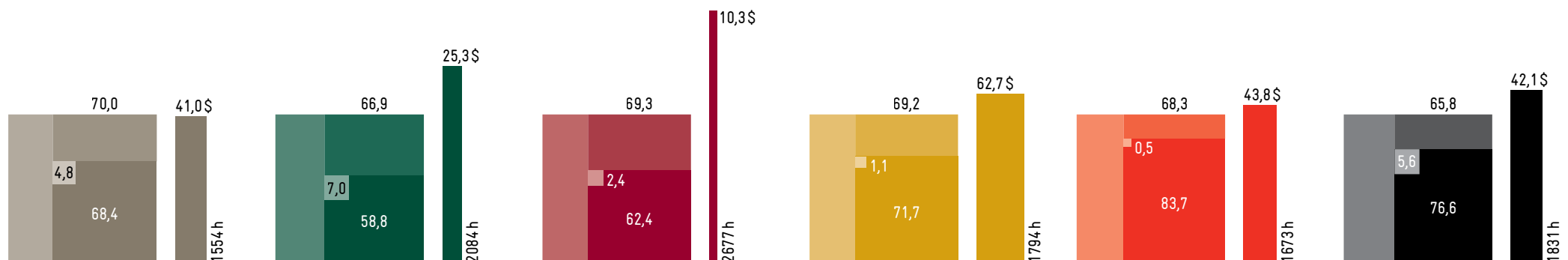
Formation et recherche

Energie et environnement

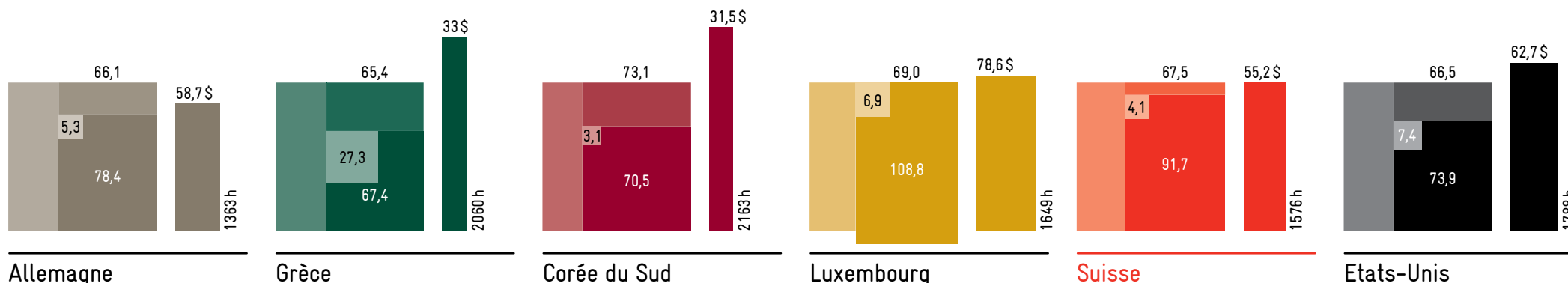
Aménagement du territoire et transports

La Suisse dans le monde

1990



2013

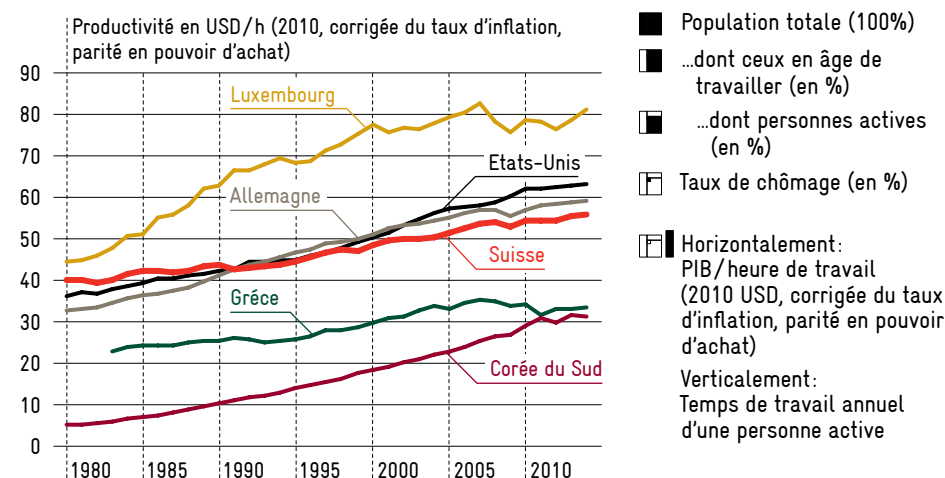


Un marché de l'emploi efficace, une force de la Suisse

Quels facteurs permettent d'expliquer la prospérité en Suisse? La prospérité est la création de valeur par habitant. Celle-ci dépend principalement de la productivité des personnes actives, ainsi que de leur temps de travail. Mais elle dépend aussi de la part de la population qui exerce une activité professionnelle, elle-même influencée par la structure démographique, le taux de participation dans le marché de l'emploi et le taux de chômage.

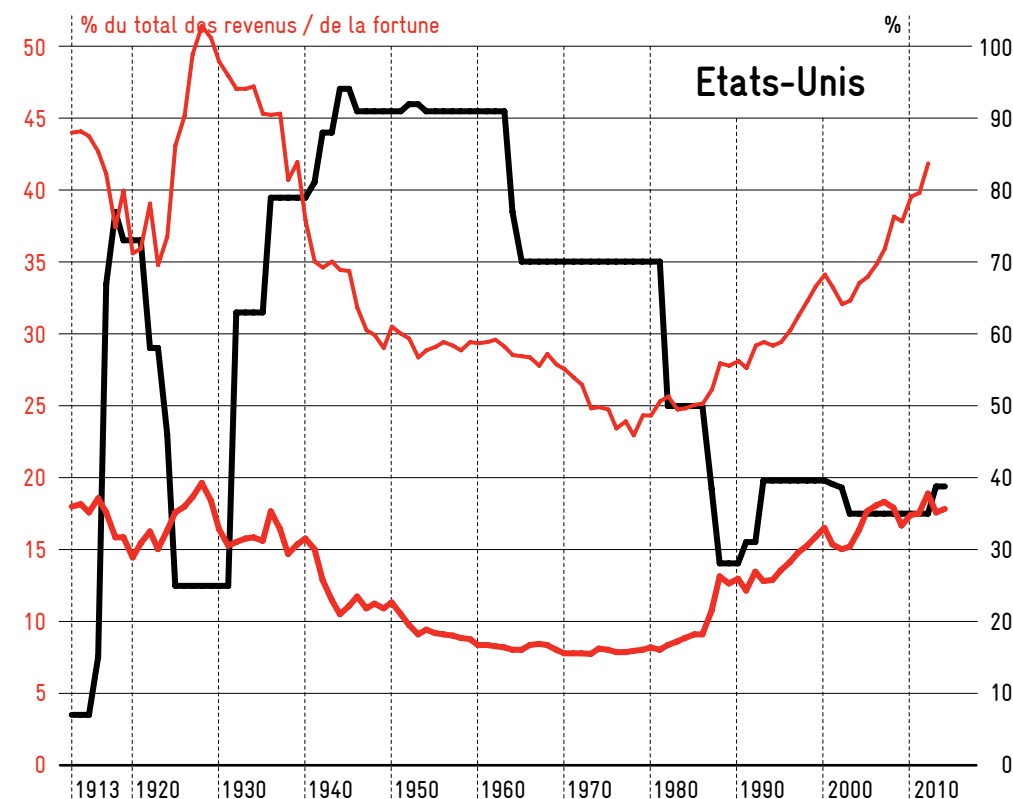
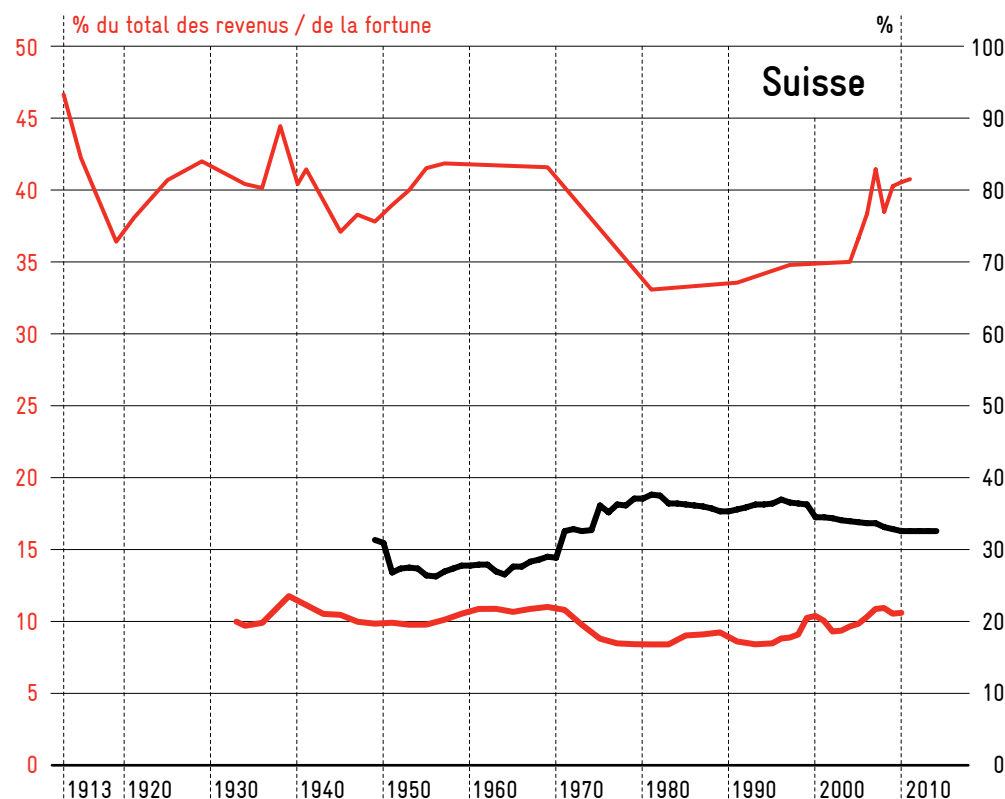
La Suisse brille surtout par la forte participation de la population au travail et son faible taux de chômage; ceci est largement dû à un marché de l'emploi helvétique (encore) relativement flexible. En revanche, le travailleur moyen en

Suisse n'est pas particulièrement assidu; les employés américains ou grecs, entre autres, travaillent bien plus longtemps. En terme de croissance de productivité, la Suisse fait plutôt figure de mauvais élève, mais cela s'explique partiellement par la très large intégration sur le marché de l'emploi (même les personnes moins productives trouvent un emploi). En comparaison, en Grèce, seul un tiers des habitants peut avoir une activité professionnelle, et soutenir ainsi les deux tiers restants.



Septembre 2016

Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
16	17	18	19 semaine 38	20	21	22	23	24	25	26 semaine 39	27	28	29	30



Contribution stable des revenus et fortunes les plus élevés en Suisse

Le 1% des contribuables déclarant les revenus les plus élevés des Etats-Unis représentait dans les années folles (1920) jusqu'à 19% des revenus totaux (donc 19 fois plus que la moyenne). Ce ratio est tombé à 8% dans les années 1960 avant de remonter dès les années 1980 pour atteindre 18% actuellement. Une évolution parallèle est visible pour le 1% le plus fortuné. Ces forts changements étaient dus aux taux d'imposition marginaux sur les plus hauts revenus, parfois confiscatoirement élevés, parfois relativement bas.

La relation (négative) entre le taux d'imposition marginal maximal et les revenus les plus élevés existe aussi ici, mais en comparaison avec les Etats-Unis, la Suisse est un havre de stabilité: les revenus du 1% des revenus les plus élevés se sont toujours situés entre 8,5 et 11% des revenus totaux et, pour la fortune, l'amplitude est contenue entre 33 et 47%. Le processus de concentration des fortunes observable avant la crise financière est à relativiser si l'on tient compte du long terme. Après l'introduction et l'extension de la

prévoyance vieillesse il est même étonnant que les inégalités de fortunes n'aient pas augmenté: pour une grande partie de la classe moyenne, l'incitation à épargner sa fortune imposable (recensée dans les statistiques du patrimoine) au-delà des engagements de la prévoyance vieillesse (invisibles dans les statistiques de fortune) a en effet été éliminée.

Octobre 2016

Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
1	2	3 semaine 40	4	5	6	7	8	9	10 semaine 41	11	12	13	14	15

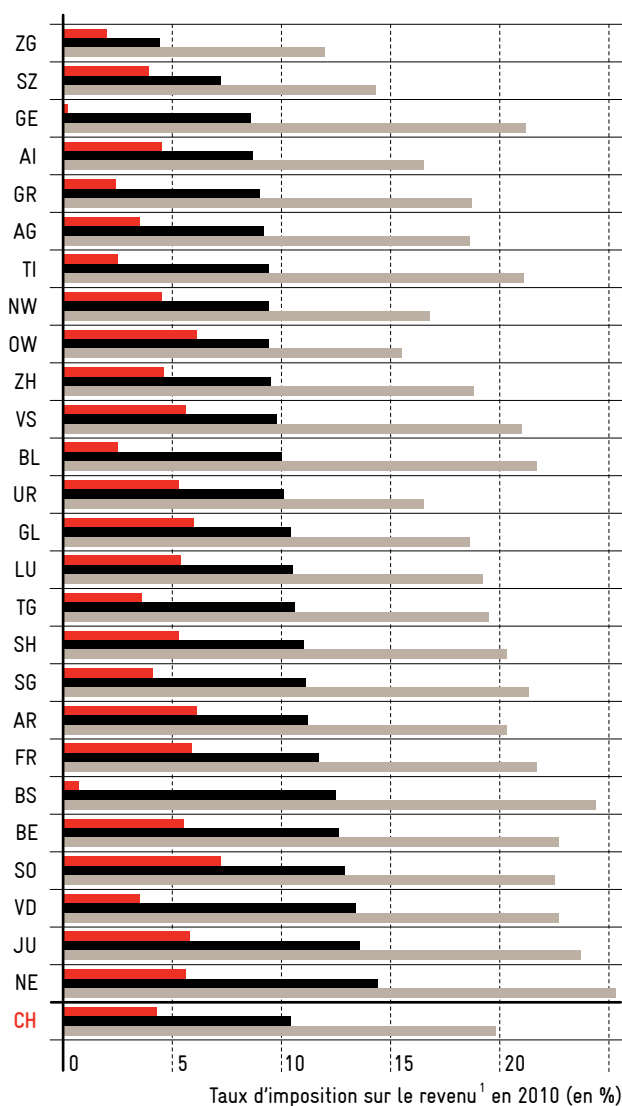
Le va-et-vient de l'impôt sur le revenu

Deux périodes distinctes marquent l'histoire de l'imposition sur le revenu dans les 60 dernières années : de 1950 à 1980, les taux d'imposition ont fortement augmenté ; de 1980 à 2010, ils ont baissé – mais pas autant qu'ils avaient augmenté. La hausse de la charge fiscale entre 1950 et 1980 n'a pas été uniforme. Dans la plupart des cantons, elle a été nettement plus forte pour les hauts revenus que pour les revenus moyens et surtout pour les faibles revenus. Excepté aux Grisons, le système d'impôt est partout devenu plus progressif.

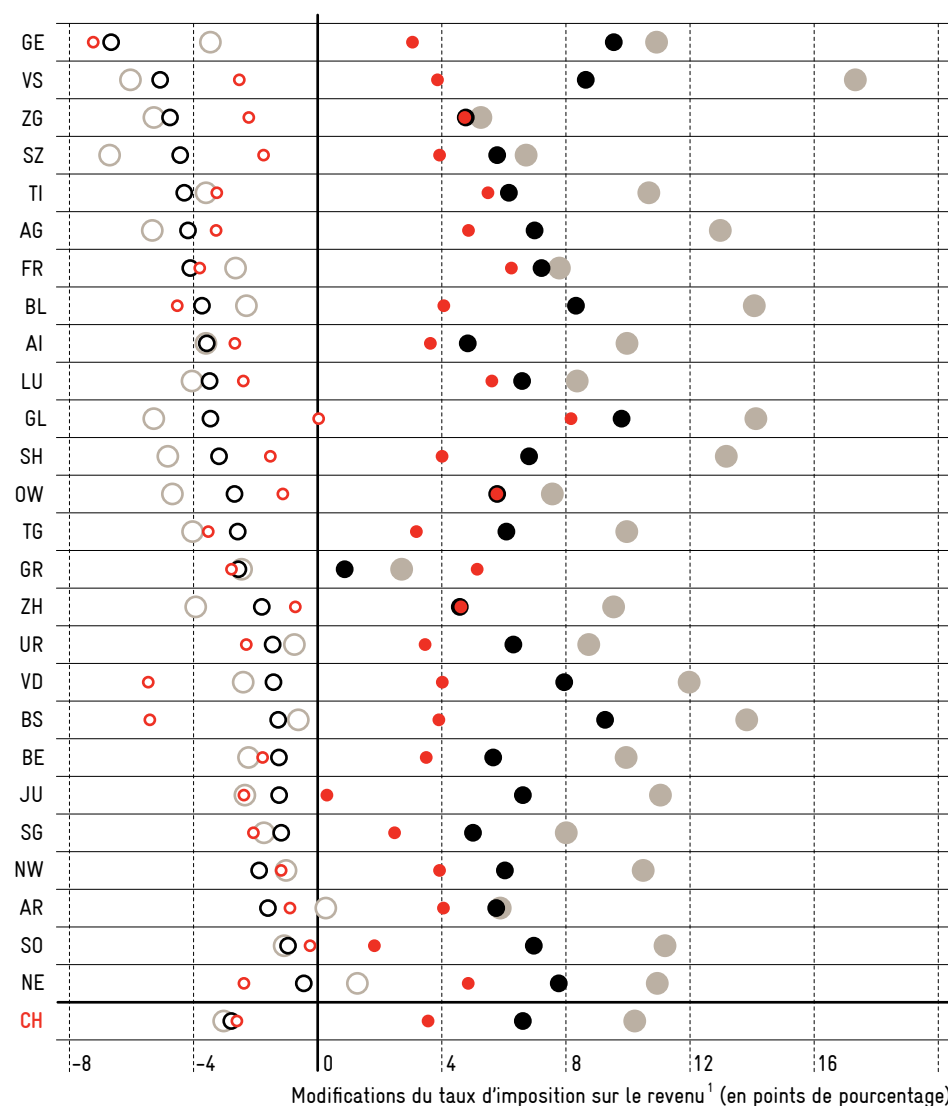
Depuis 1980, la situation est moins uniforme : tous les cantons ont abaissé les charges de la classe moyenne (parfois de manière minime), mais il y a de grandes différences dans la répartition.

Des cantons à forte imposition comme Genève, Bâle-Ville ou Vaud se montrent particulièrement généreux pour les revenus faibles, ce qui a encore accentué la progressivité de l'impôt. A Genève et Bâle-Ville, le premier quintile de revenus (le plus bas) est aujourd'hui pratiquement exempté d'impôt. La préservation du substrat fiscal se fait dans les trois cantons par la création de conditions avantageuses pour les entreprises étrangères et par une imposition forfaitaire des particuliers fortunés.

Dans d'autres cantons (notamment GL, SZ, VS, ZG, OW, SH, ZH), les baisses d'impôts ont surtout ciblé les hauts et moyens revenus. Mais c'est seulement à Zug et Schwytz que les allègements fiscaux ont pu compenser l'ancienne augmentation.



- Quintile de revenus le plus bas (part de 20 % des revenus la plus basse)
- Quintile de revenus moyen (part de 20 % des revenus moyens)
- Quintile de revenus le plus haut (part de 20 % des revenus la plus élevée)



- Quintile de revenus le plus bas 1950-1980 / 1980-2010
- Quintile de revenus moyen 1950-1980 / 1980-2010
- Quintile de revenus le plus haut 1950-1980 / 1980-2010

¹ Confédération, cantons, communes; pour un couple sans enfants

Octobre 2016

Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi
16	17 semaine 42	18	19	20	21	22	23	24 semaine 43	25	26	27	28	29	30	31 semaine 44

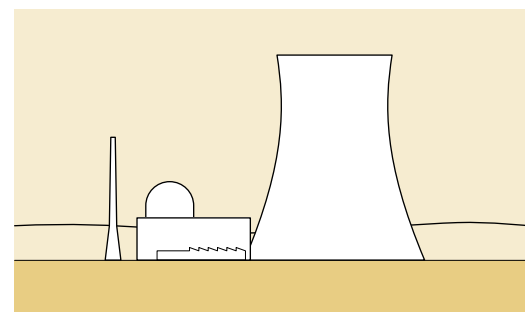
Uranium

1 kg

Bilan des gaz à effet de serre (équivalent CO₂):
20g CO₂/kWh

Un kilogramme de dioxyde d'uranium enrichi (4 % U-235) (dé avec des arrêtes de 4,5 cm) produit assez d'énergie pour couvrir

les besoins annuel en énergie d'environ 80 ménages.

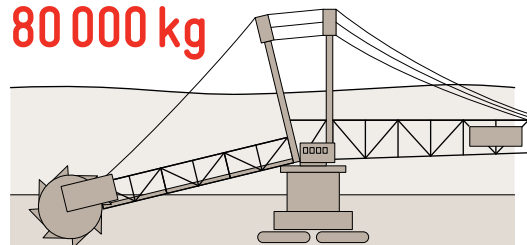


La puissance de l'uranium

Le destin du nucléaire semble scellé, principalement en Europe. Dans le marché actuel de l'énergie, marqué par le haut subventionnement des énergies renouvelables, la construction d'une nouvelle centrale nucléaire n'est pas rentable, en plus d'être un tabou politique. Pourtant, s'interdire de penser à de nouvelles technologies pour des centrales nucléaires plus sûres est regrettable, car – dans l'attente que la fusion nucléaire devienne une source d'énergie inépuisable – la fission nucléaire est le procédé le plus efficace et la plus propre pour produire de l'énergie. Un seul granulé d'uranium (6x8 mm) couvre le besoin en énergie d'une personne pour une année entière; un kilogramme entier (un dé avec des arrêtes de 4,5 cm) couvre les besoins énergétiques annuels de 80 ménages. La comparaison avec les densités énergétiques des autres énergies est frappante et intéressante: pour produire une énergie équivalente à celle provenant d'un kilogramme d'uranium, 66 000 litres de pétrole doivent être brûlés, un panneau solaire de 1 m sur 1 doit fonctionner pendant 2100 ans ou 71 millions de litres d'eau du plus grand barrage de Suisse, la Grande Dixence, doivent s'écouler dans les turbines.

Charbon

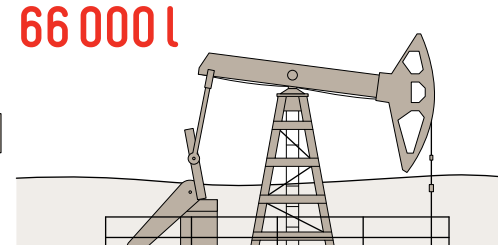
80 000 kg



950g CO₂/kWh

Pétrole

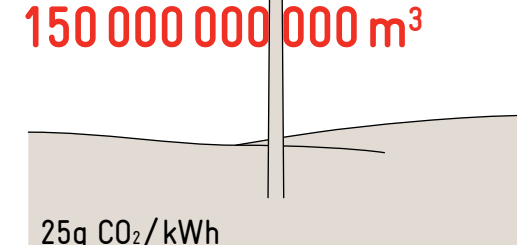
66 000 l



800g CO₂/kWh

Vent

150 000 000 000 m³

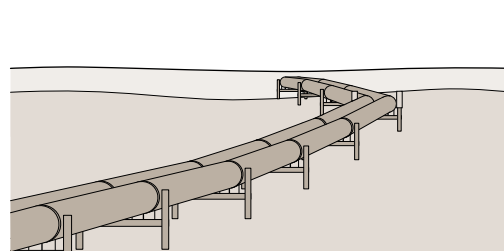


25g CO₂/kWh

Plus grande centrale éolienne de Suisse:
Calandawind, Choire. Diamètre du rotor: 112 m

Gaz naturel

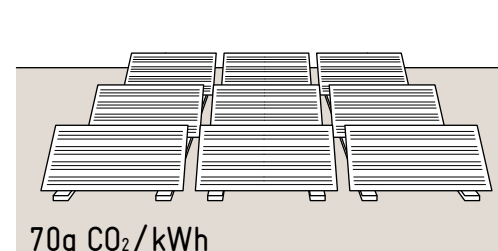
51 000 m³



500g CO₂/kWh

Soleil

2100 ans (Un panneau solaire d'1 m²)

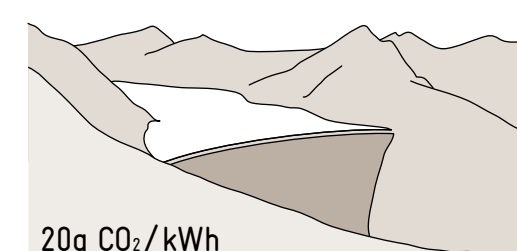


70g CO₂/kWh

Sur la base de la plus grande centrale solaire
photovoltaïque de Suisse: MVN, Neuendorf

Eau

71 000 000 l

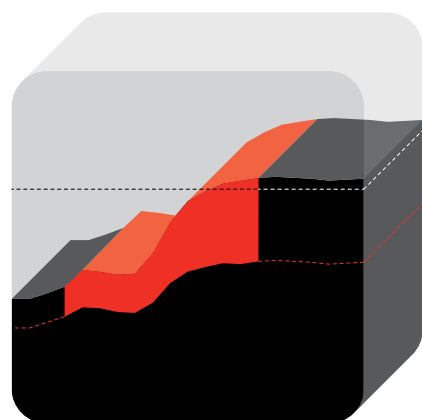


20g CO₂/kWh

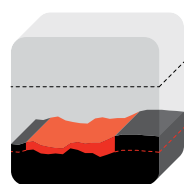
Plus grand barrage de Suisse:
«Grande Dixence», VS. Hauteur de la chute d'eau: 1883 m

Novembre 2016

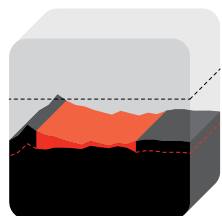
Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi
1	2	3	4	5	6	7 semaine 45	8	9	10	11	12	13	14 semaine 46	15



Etats-Unis



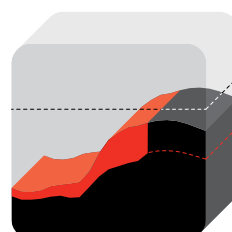
Mexique



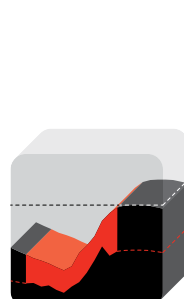
Brésil



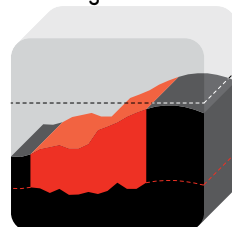
Irlande



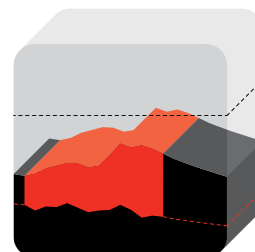
Grande-Bretagne



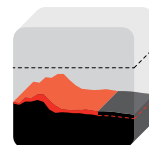
Espagne



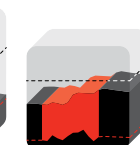
France



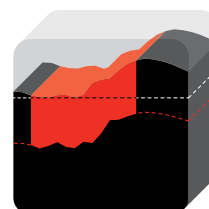
Allemagne



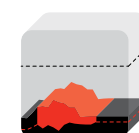
Suisse



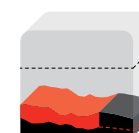
Autriche



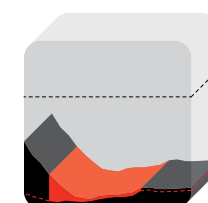
Italie



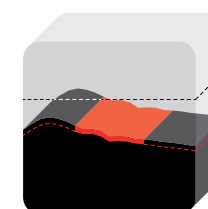
Norvège



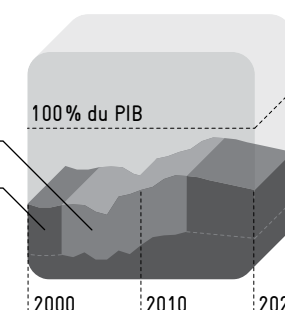
Suède



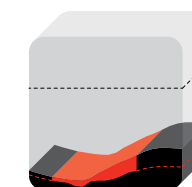
Russie



Inde



Japon



Australie

Dettes publiques envers des créanciers étrangers
Dettes publiques totales

100% du PIB

2000 2010 2020

Le poids des dettes n'est pas le même pour tous

La crise financière et ses nombreuses répercussions ont occasionné des montagnes de dettes dans plusieurs pays. L'endettement d'un Etat envers l'étranger est particulièrement problématique. Mais la structure des dettes publiques n'est pas identique partout.

La dette publique grecque élevée suscite de vives inquiétudes surtout parce que les créanciers sont presque exclusivement étrangers. Mais en termes absolus, la dette grecque n'est qu'un petit poisson. L'Etat américain affiche une dette

de 6200 milliards US\$ envers l'étranger, alors que l'ensemble de la dette extérieure de la Grèce ne s'élève «qu'à» 323 milliards US\$

Les dettes publiques exorbitantes du Japon ne font que peu d'échos sur la scène internationale, car l'Etat ne pompe ici presque que sa propre population. L'argent dû pour les intérêts de la dette (qui n'ont pas un coût exorbitant au Japon grâce aux taux d'intérêt extrêmement bas) ne s'écoule donc pas à l'étranger, mais est essentiellement redistribué à

l'intérieur du pays. Dans les pays BRICS aussi, la dette envers l'étranger est en grande partie négligeable.

L'Autriche, l'Allemagne et la France se sont endettées quant à elles principalement par rapport à l'étranger. En comparaison avec ces pays d'Europe centrale, la Suisse se démarque par une position particulière: en termes de dettes, c'est un pays plat et ce qu'elle doit reste largement limité à elle-même.

Novembre 2016

Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi
16	17	18	19	20	21 semaine 47	22	23	24	25	26	27	28 semaine 48	29	30

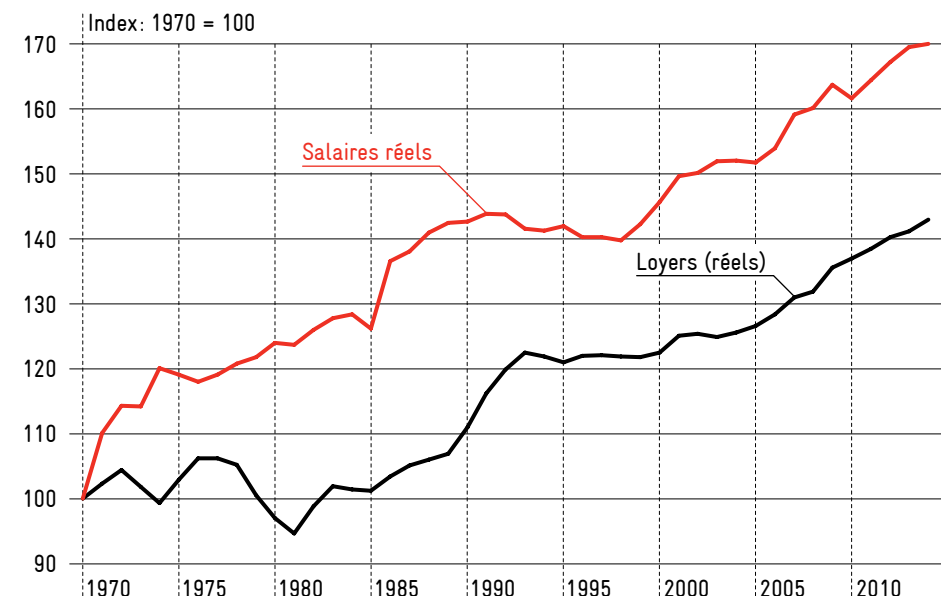
Pouvoir d'achat en hausse sur le marché immobilier

Les plaintes à l'encontre des loyers exorbitants et les demandes pour des constructions de logements coopératifs se font entendre dans de nombreux cercles politiques. Un regard plus lucide sur le développement des dernières décennies montre cependant que ces plaintes semblent inspirées par la recherche infructueuse d'un loft abordable dans un quartier urbain à la mode. Depuis 1970, les loyers moyens suisses ont augmenté bien moins que les salaires. Certes, la différence est due exclusivement à l'agrandissement de cet écart dans les années septante, mais depuis lors, aucune dégradation de ce rapport n'est à déplorer.

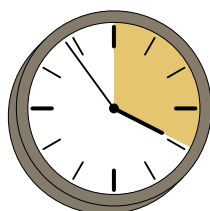
Un point souvent oublié en constatant cette «stagnation» est que la consommation d'espace personnelle a fortement augmenté durant la même période: la surface moyenne d'habitation par habitant s'élève aujourd'hui à 45 m², alors qu'elle

était de 39 m² en 1990 et de seulement 34 m² en 1980. Cette évolution a été rendue possible par l'augmentation du pouvoir d'achat: en 1970, il fallait fournir presque quatre heures de travail pour payer (pour un mois) une surface d'habitation de 10 m²; en 1990, à peine trois heures pour la même surface et en 2014, seulement 2 heures et 36 minutes.

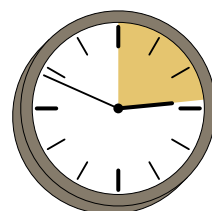
Bien que l'on s'autorise à consommer plus de place qu'auparavant et que la structure des ménages ait considérablement changé (toujours plus de ménage seuls – également un signe de prospérité), l'appartement moyen est aujourd'hui aussi rapidement payé que l'appartement moyen d'autrefois. Il faut travailler jusqu'à mi-mars pour payer un loyer annuel moyen.



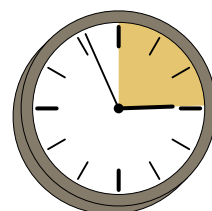
Nombre d'heures à travailler afin de payer le loyer mensuel de 10m² de son logement:



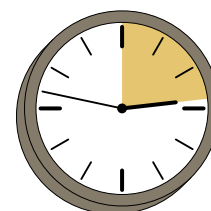
1970



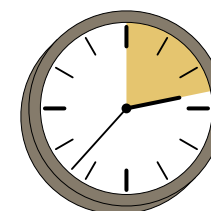
1980



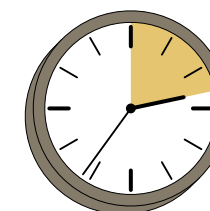
1990



2000



2010



2014

Jour jusqu'auquel il faut travailler pour payer le loyer annuel d'un appartement moyen:



1970



1980



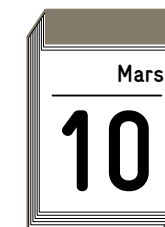
1990



2000



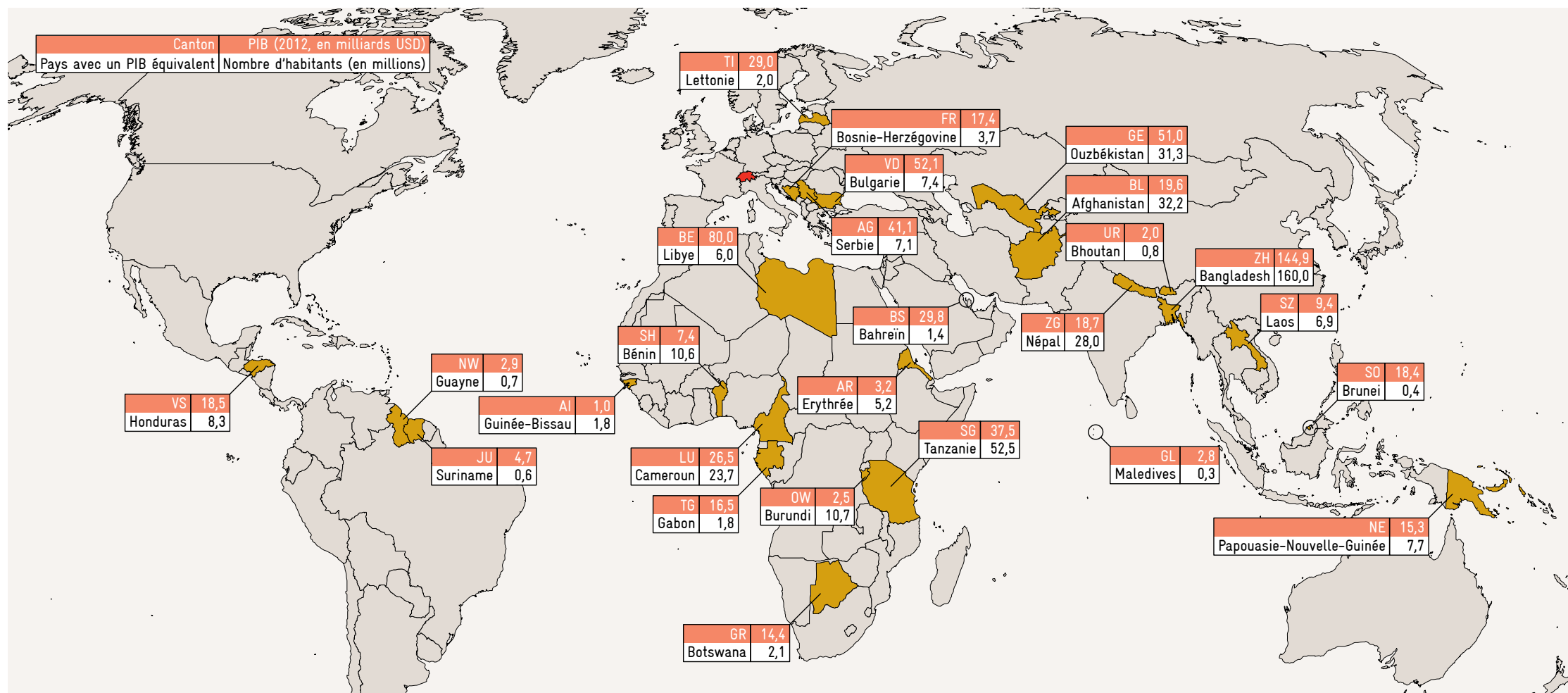
2010



2014

Décembre 2016

Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi
1	2	3	4	5 semaine 49	6	7	8	9	10	11	12 semaine 50	13	14	15



La Suisse est un grand petit pays

D'un point de vue économique, la Suisse n'est pas un petit pays. Seuls 19 pays ont un PIB plus élevé. Si l'on compare les cantons suisses à des pays en fonction de leur création de valeur, le canton de Zurich à lui seul génère autant économiquement que le Bangladesh et ses 150 millions d'habitants.

Le PIB de Genève équivaut à celui de l'Ouzbékistan (superficie: 447 400 km²), celui de Bâle-Ville à celui du Bahreïn. Le canton de Zoug est comparable au Népal (26,5 millions d'habitants) et même le «jumeau» d'Appenzell Rhodes-Intérieures, la Guinée-Bissau (1,8 millions d'habitants), dispose

d'une superficie presque égale à celle de la Suisse. Les 26 cantons réuniraient ailleurs près de 413 millions d'habitants sur 7,3 millions de km².

Décembre 2016

Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi
16	17	18	19 semaine 51	20	21	22	23	24	25	26 semaine 52	27	28	29	30	31

Bases de données:

Janvier/1: Riche grâce à l'esprit d'innovation, pas au secret bancaire

- _Bolt, Jutta; van Zanden, Jan Luiten en référence à Maddison Angus (par rapport à www.clio-infra.eu)
- _FMI: World Economic Outlook Database
- _Propres calculs

Janvier/2: Un gouvernement suisse stable évitant les vaines promesses

- _Avenir Suisse (2011): Concordance. In: avenir actuel 2011/04
- _www.parlament.ch
- _Office fédéral de la statistique

Février/1: Ancienne et nouvelle immigration

- _Office fédéral de la statistique: ESPOP, STATPOP
- _Banque de données Eurostat
- _Propres calculs

Février/2: Rapport ambivalent des votants avec l'économie de marché

- _www.c2d.ch
- _www.swissvotes.ch
- _www.parlament.ch
- _Communiqués des associations
- _Propres calculs

Mars/1: Le monde ne se pronostique pas

- _FMI: World Economic Outlook Database
- _Propres calculs

Mars/2: La Suisse a intégré une RDA, sans extension de territoire

- _Office fédéral de la statistique: ESPOP, STATPOP, RFP, BEVNAT
- _Statistisches Bundesamt (Allemagne)
- _Propres calculs

Avril/1: Excessive réglementation des marchés de produits

- _Schwab, Klaus (2015): The Global Competitiveness Report 2015-2016. Genève: World Economic Forum
- _Banque mondiale (2015): Doing Business 2016 – Measuring Regulatory Quality and Efficiency
- _OCDE: Economy-wide Product Market Regulation (PMR)

Avril/2: La sécurité d'approvisionnement, un argument fallacieux dans le marché de l'énergie

- _Rapports d'exercice des compagnies d'électricité et rapports annuels des cantons

Mai/1: Seuls les plus petits peuvent se permettre un impôt sur les entreprises peu élevé

- _Office fédéral de la statistique (Recensement des entreprises, STATENT)

- _Administration fédérale des finances
- _Administration fédérale des contributions
- _Propres calculs

Mai/2: Une grande autonomie (fiscale) pour les petites entités territoriales

- _Rühli, Lukas (2013): Eine Verwesentlichung von Föderalismus und direkter Demokratie. En: Ideen für die Schweiz - 44 Chancen, die Zukunft zu gewinnen: 260 ss. Zurich: Avenir Suisse
- _OCDE: Fiscal Decentralization Database
- _Bureaux nationaux de statistique
- _Propres calculs

Juin/1: Pauvres en Suisse, riches dans le monde

- _Milanovic, Branko (2012): Global Income Inequality by the Numbers: in History and Now – An Overview. Banque mondiale, Policy Research Working Paper 6259: 21-24

Juin/2: Le trafic ferroviaire plus subventionné que la santé

- _Office fédéral de la statistique: Statistiques de la santé 2014; Compte ferroviaire suisse 2011

Juillet/1: Une classe moyenne qui s'accroît

- _Avenir Suisse (2012): Au pays du milieu. En: avenir actuel 2012/03

Juillet/2: Liberté et prospérité se soutiennent mutuellement

- _Fraser Institute
- _FMI: World Economic Outlook Database

Août/1: Haut niveau de formation tertiaire en Suisse

- _www.shanghairanking.com
- _Sites officiels des universités
- _Base de données de l'OCDE
- _Propres calculs

Août/2: Un âge de retraite bas malgré une espérance de vie élevée

- _Office fédéral de la statistique: ESPOP; SCENARIO
- _Base de données de l'OCDE

Septembre/1: Peu de concurrence pour l'école obligatoire

- _Schellenbauer, Patrik; Walser, Rudolf (2013): Wahlfreiheit und Benutzerfinanzierung in der Bildung. En: Ideen für die Schweiz – 44 Chancen, die Zukunft zu gewinnen: 108 ss. Zurich: Avenir Suisse
- _OECD (2013): PISA 2012 Results: What Makes Schools Successful? Resources, Policies and Practices (Volume IV): Chapter 4. OECD Publishing
- _Angelone, Domenico; Keller, Florian; Verner, Martin (2014): PISA 2012: Porträt des Kantons Solothurn. Forschungsgemeinschaft PISA Deutschschweiz
- _Administration fédérale des finances: Statistique financière
- _Office fédéral de la statistique
- _Propres calculs

Septembre/2: Un marché de l'emploi efficace, une force de la Suisse

- _Base de données de l'OCDE (entre autres: Labor Force Statistics)

Octobre/1: Contribution stable des revenus et fortunes les plus élevés en Suisse

- _The World Top Incomes Database
- _Base de données de l'OCDE
- _Saez, Emmanuel und Zucman, Gabriel (2015): Wealth Inequality in the United States since 2013: Evidence from Capitalized Income Tax Data. National Bureau of Economic Research: Working Paper No. 20625
- _Office fédéral de la statistique: Statistique de la fortune des personnes physiques
- _Propres calculs

Octobre/2: Le va-et-vient de l'impôt sur le revenu

- _Salvi, Marco; Zobrist, Luc (2013): Zwischen Last und Leistung – Ein Steuerkompass für die Schweiz: 46. Zurich: Avenir Suisse

Novembre/1: La puissance de l'uranium

- _www.grande-dixence.ch
- _www.alpiq.ch/unser-angebot/unsere-anlagen/wasserkraft/speicherkraftwerke/grande-dixence.jsp
- _www.calandawind.ch
- _www.solaragentur.ch/sites/default/files/g-14-10-03_migros_diplkatenergieanl.pdf
- _www.swissnuclear.ch/upload/cms/user/swn_brennstoffbroschuere_es_low.pdf
- _www.nuklearforum.ch/sites/default/files/folder-pdf/2014_Oktober_Faktenblatt_Uran_d_lowres.pdf
- _ESU-services GmbH; Paul Scherrer Institut (2012): Umweltauswirkungen der Stromerzeugung in der Schweiz: 38. Uster, Villigen: Office fédéral de l'énergie
- _Propres calculs

Novembre/2: Le poids des dettes n'est pas le même pour tous

- _Banque mondiale: Quarterly External Debt Statistics
- _FMI: World Economic Outlook
- _Propres calculs

Décembre/1: Pouvoir d'achat en hausse sur le marché immobilier

- _Müller-Jentsch, Daniel (2012): Der Schweizer Mittelstand im internationalen Vergleich. En: Der strapazierte Mittelstand – Zwischen Ambitionen, Anspruch und Ernüchterung: 49. Zurich: Avenir Suisse
- _Office fédéral de la statistique: Statistique des bâtiments et des logements; Indice des prix à la consommation (IPC)
- _Office fédéral des assurances sociales: Calculs AVS
- _Propres calculs

Décembre/2: La Suisse est un grand petit pays

- _Office fédéral de la statistique: Comptes nationaux
- _FMI: World Economic Outlook Database
- _Propres calculs

